



# France Travail

## AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

### Indicateurs conjoncturels

29 janvier 2026

—

Service Statistiques, Etudes et Evaluation



- **L'emploi** reste stable au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 (-0,0%)
- **Le taux de chômage** est en légère hausse de +0,1 pt au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 et s'établit à 6,6 %
- 308 800 **embauches** au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025 (DPAE de plus d'un mois, hors intérim), en baisse de – 1% par rapport à l'année précédente
- 28 500 **offres collectées** en décembre 2025, en baisse de -10% par rapport à novembre 2024
- **637 950 demandeurs d'emploi en catégories A, B ou C** au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025\* :
  - + 1,3% en catégories A, B ou C (soit + 8 050)
  - + 3,2% en catégorie A (soit + 10 870)
  - - 1,0% en catégories B ou C (soit – 2 820)

*\*afin de pouvoir établir des comparaisons temporelles sur des champs « comparables » il est proposé des séries dites « contrefactuelles » (soit hors BRSA, jeunes en AIJ-CEJ-FT et jeunes en Milo) dont voici les évolutions au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025 :*

- **+ 1,4% en catégories A, B ou C**
- **+ 4,1% en catégorie A**



- La conjoncture économique en France
- L'emploi (*emploi salarié, intérim, DPAE, offres*)
- Le taux de chômage
- La demande d'emploi
- Le chômage indemnisé
- Les bénéficiaires du RSA inscrits à FranceTravail

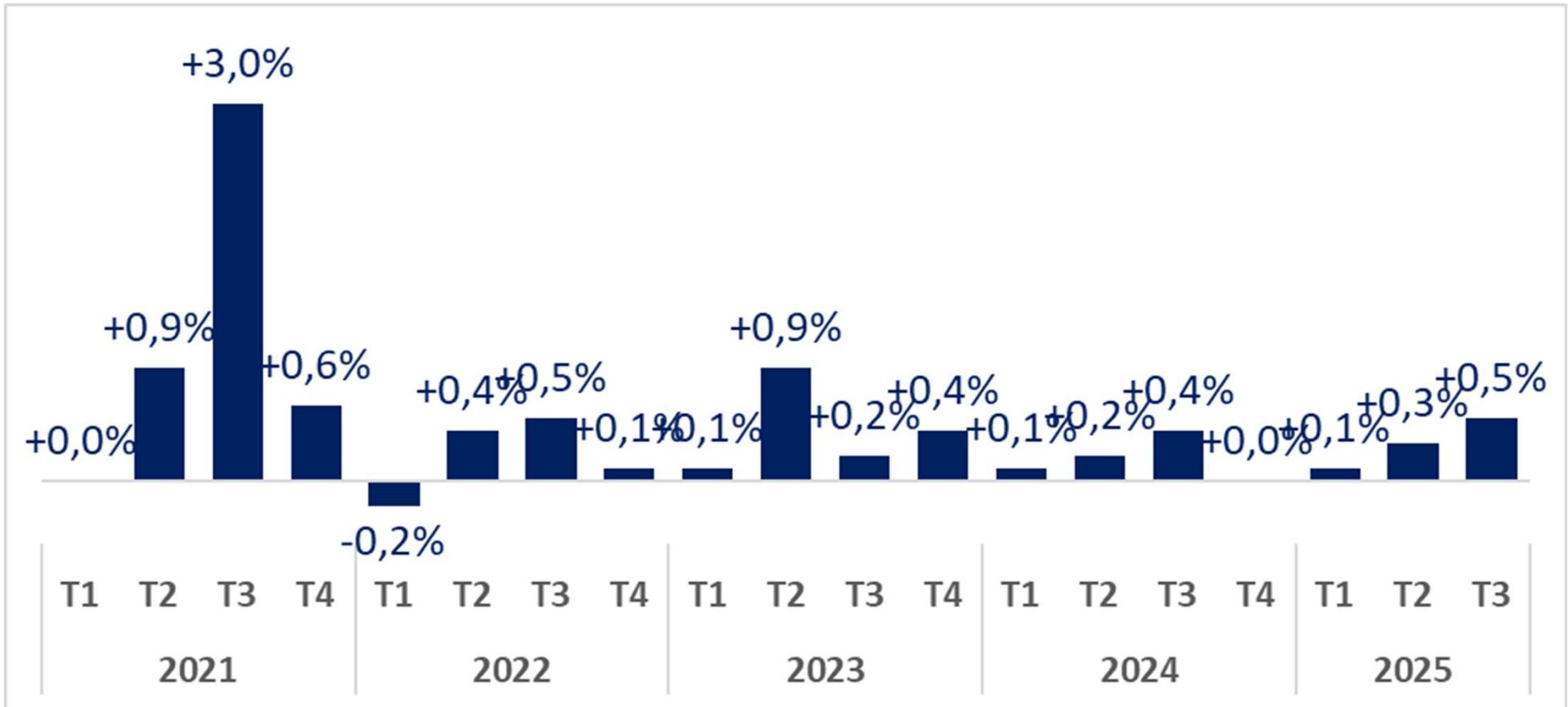


# LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN FRANCE



Au troisième trimestre 2025, le PIB accélère (+0,5 %)

## Evolution trimestrielle du PIB en France



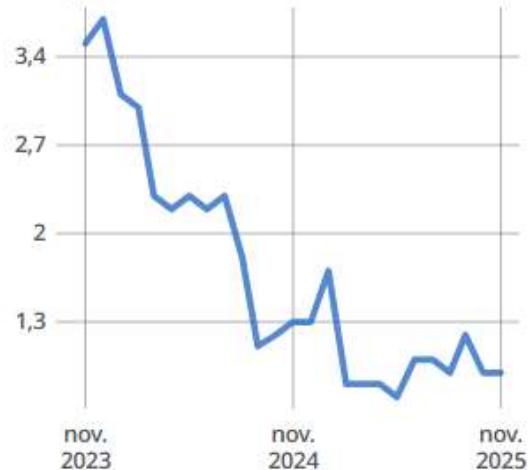


# L'inflation, la consommation des ménages et le climat des affaires en hausse, la production industrielle en baisse

## Inflation

novembre 2025 : +0,9 %

en % (glissement annuel)

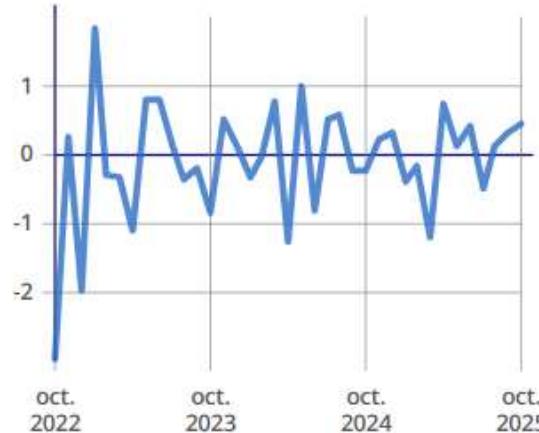


**En hausse  
(annuelle)**

## Consommation des ménages en biens

octobre 2025 : +0,4 %

en %



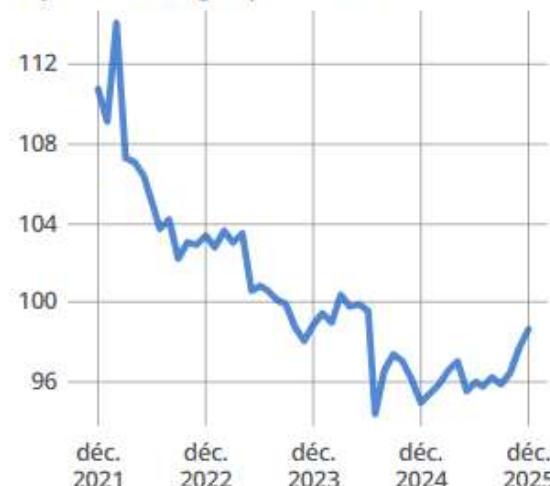
**En hausse**

## Climat des affaires

décembre 2025 : 99

moyenne de longue période=100

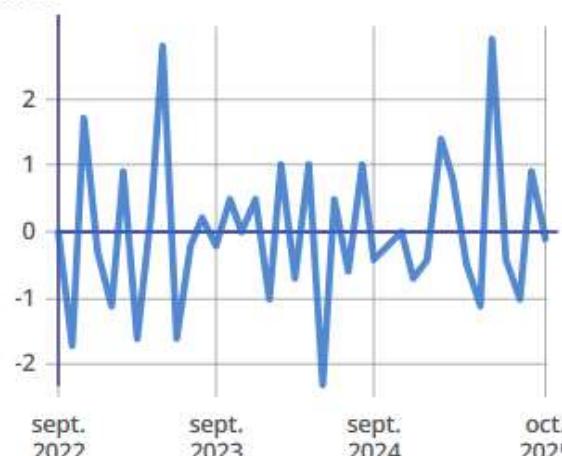
**En hausse**



## Production industrielle (manufacturière)

octobre 2025 : -0,1 %

en %

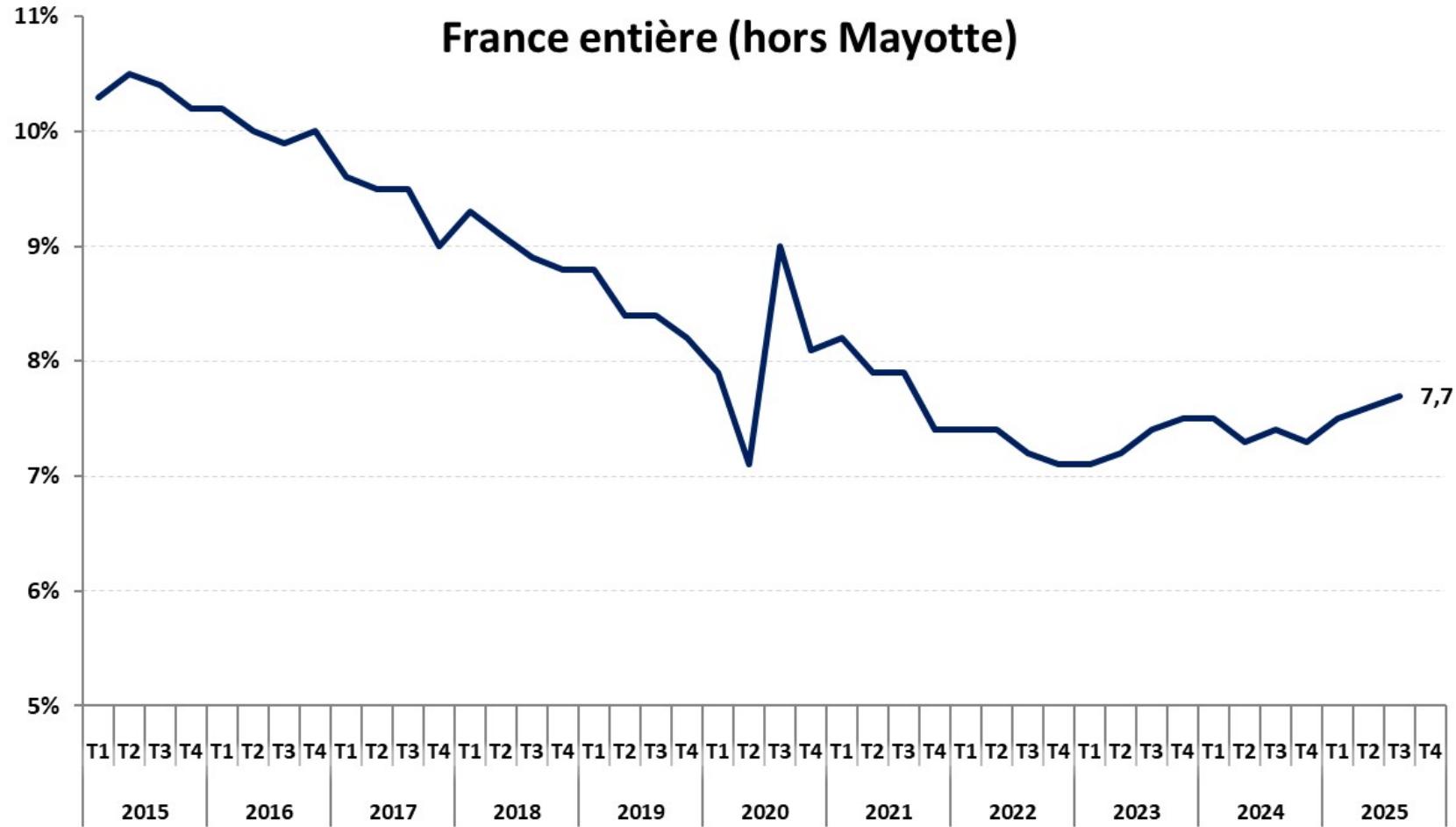


**En baisse**



Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 le taux de chômage en France s'établit à 7,7 %

## Taux de chômage au sens du BIT





# L'EMPLOI EN AUVERGNE- RHÔNE-ALPES



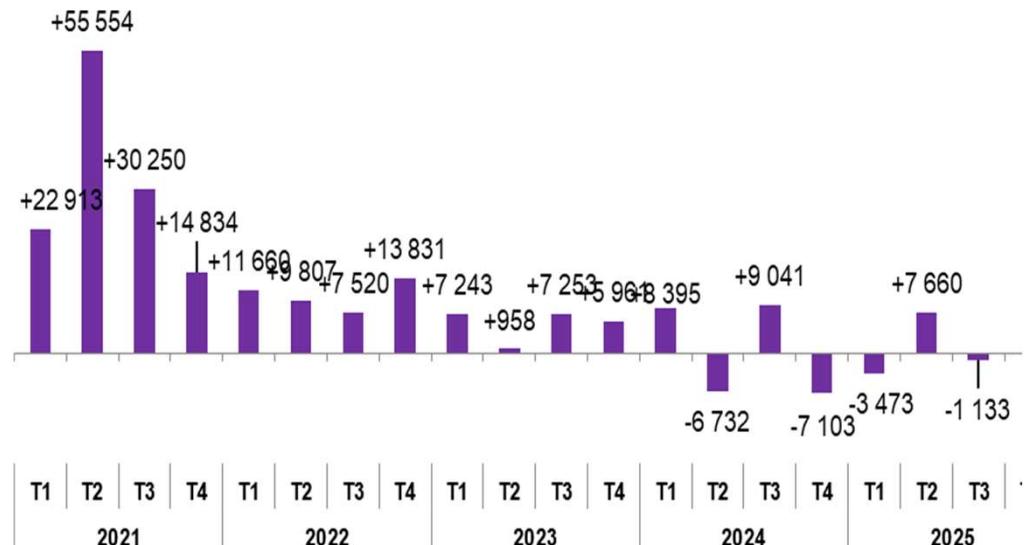
**Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025**, en région Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié reste stable : -0,0% par rapport au trimestre précédent (comme en France), soit – 1 100 postes.

**Sur un an**, l'emploi régional est en baisse de - 0,1%, soit – 4 000 postes (-0,2% en France)

# Emploi salarié en Auvergne-Rhône-Alpes

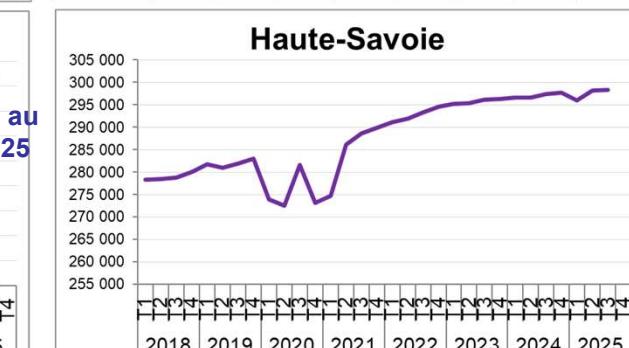
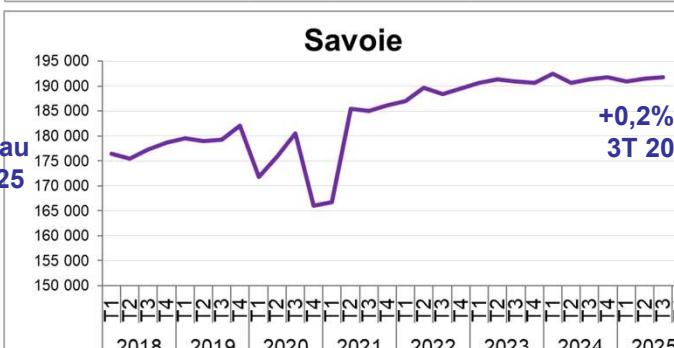
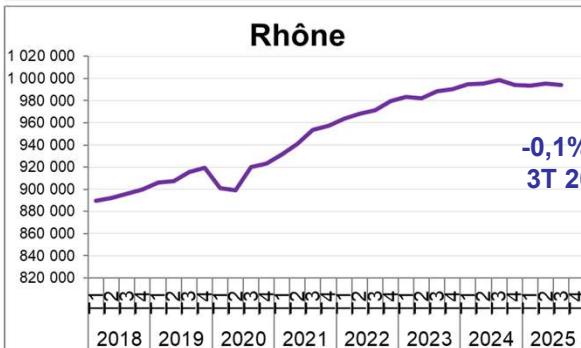
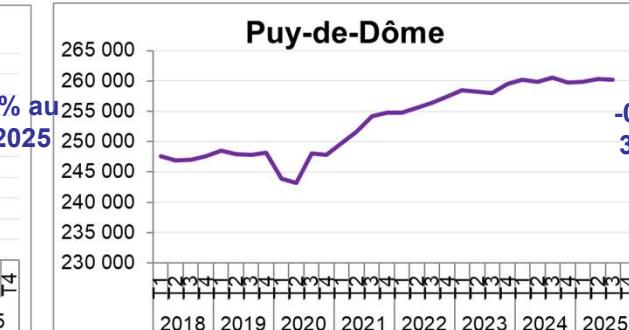
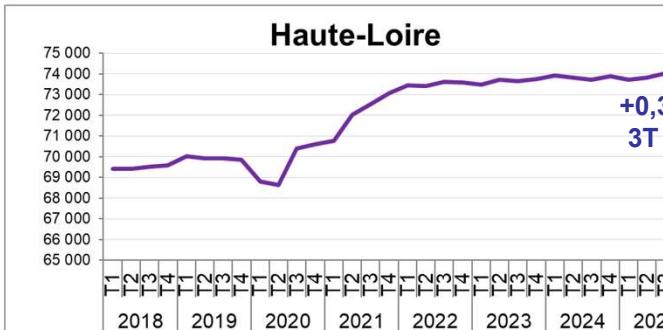
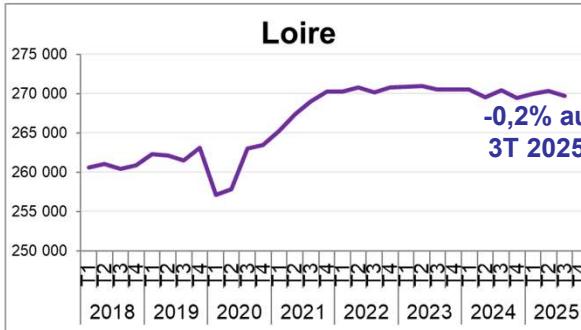
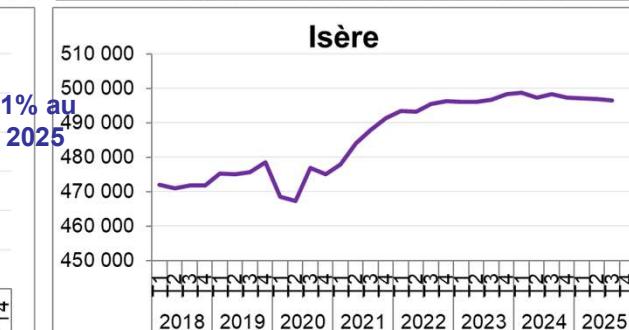
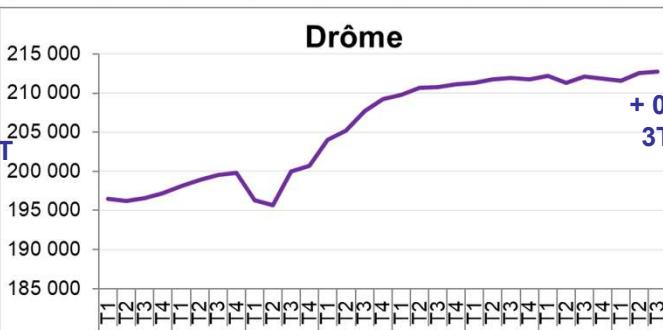
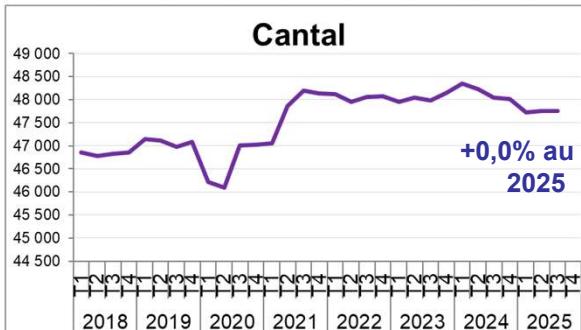
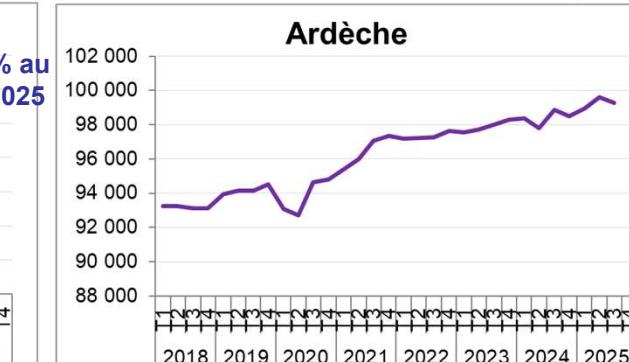
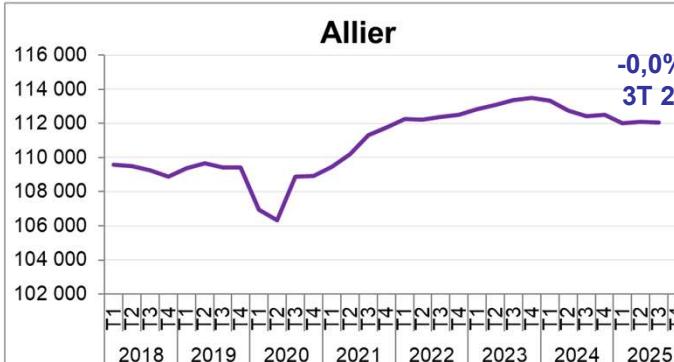
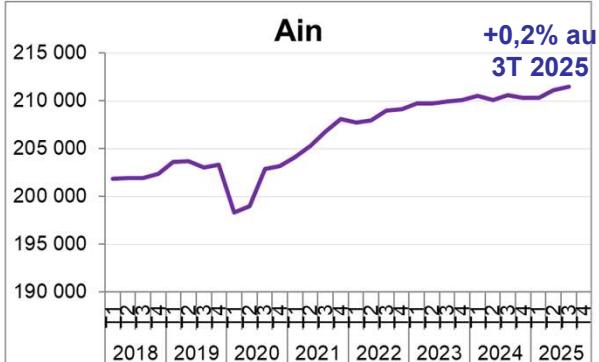


## évolutions trimestrielles des effectifs salariés



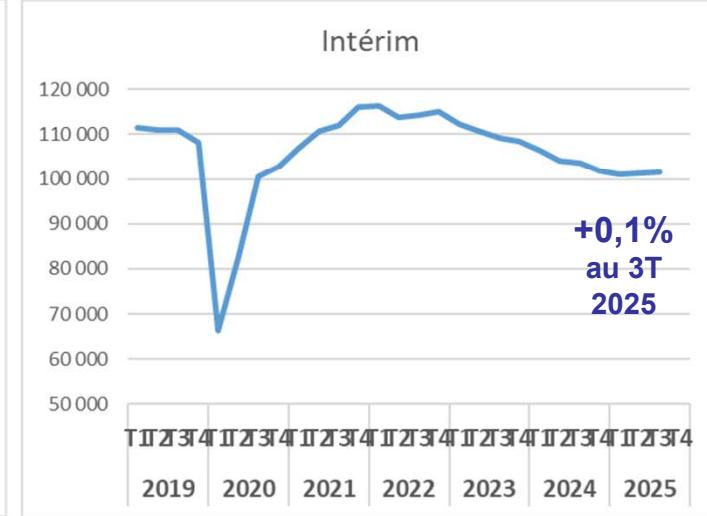
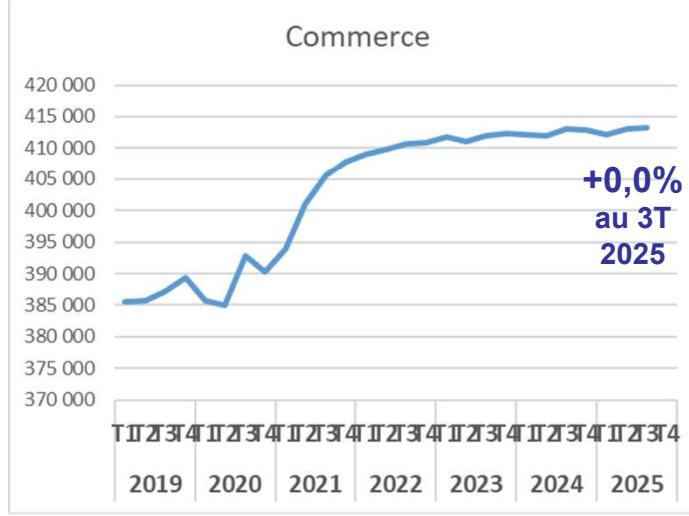
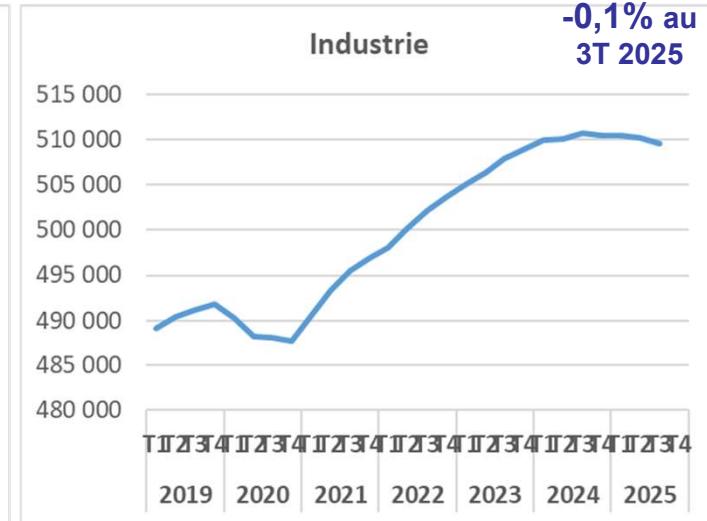
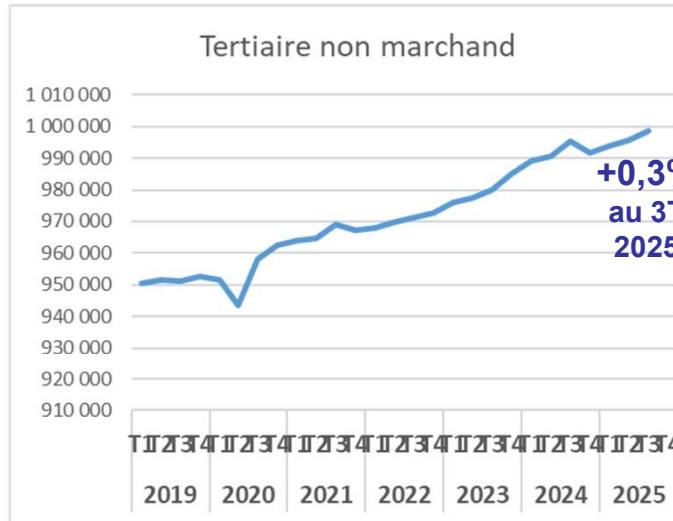
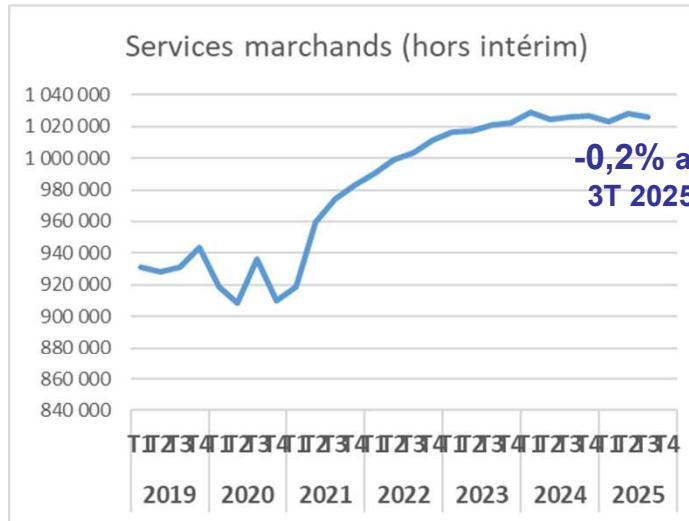


# Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 : l'emploi en hausse dans l'Ain, la Drôme, la Haute-Loire et la Savoie, en baisse en Ardèche, Isère, Loire et Rhône





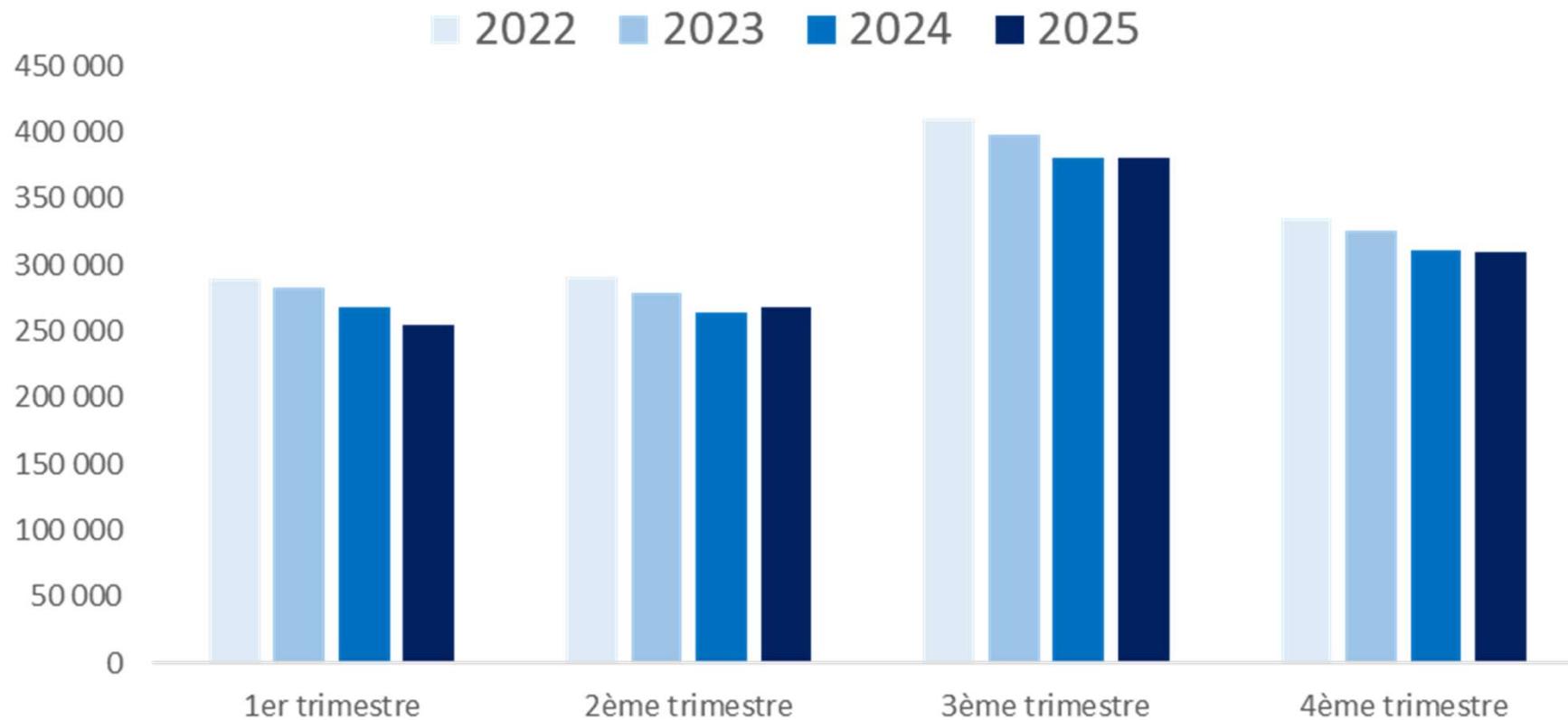
Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025, une augmentation dans le tertiaire non marchand et l'intérim, mais une baisse dans les services marchands, l'industrie et la construction





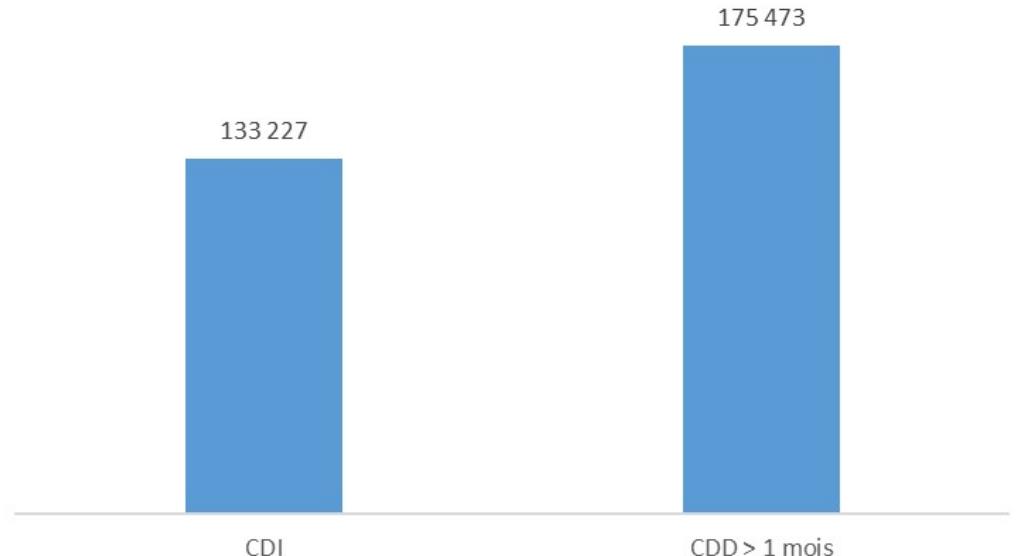
## Les embauches (DPAE, plus d'un mois, hors intérim) – Par trimestre

308 800 embauches au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025 (contrats de plus d'un mois, hors intérim), en baisse de – 1% par rapport au même trimestre de l'année précédente

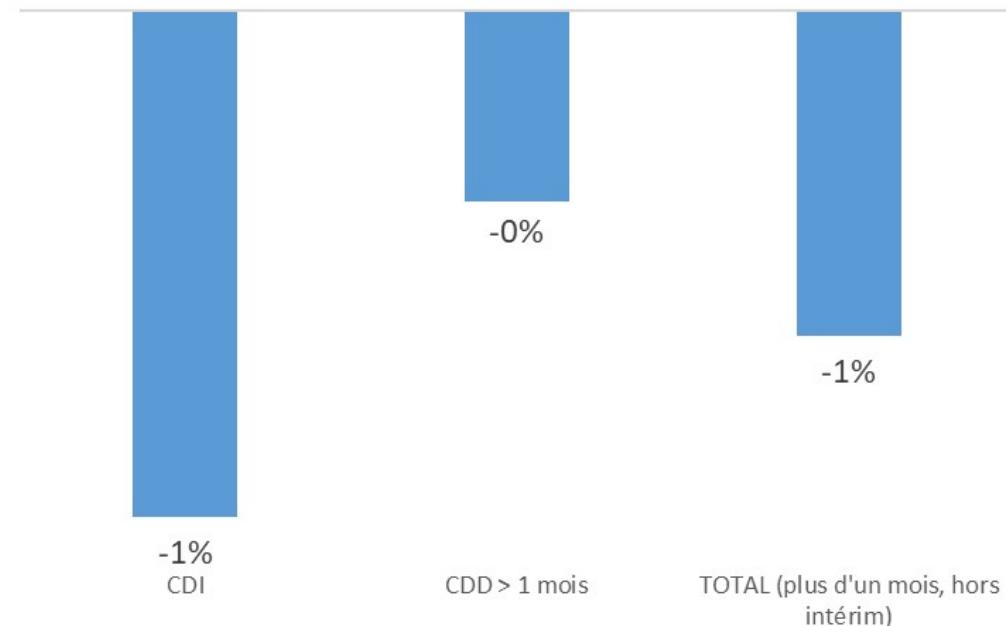




## Volume d'embauches (4ème trimestre 2025) par type de contrat

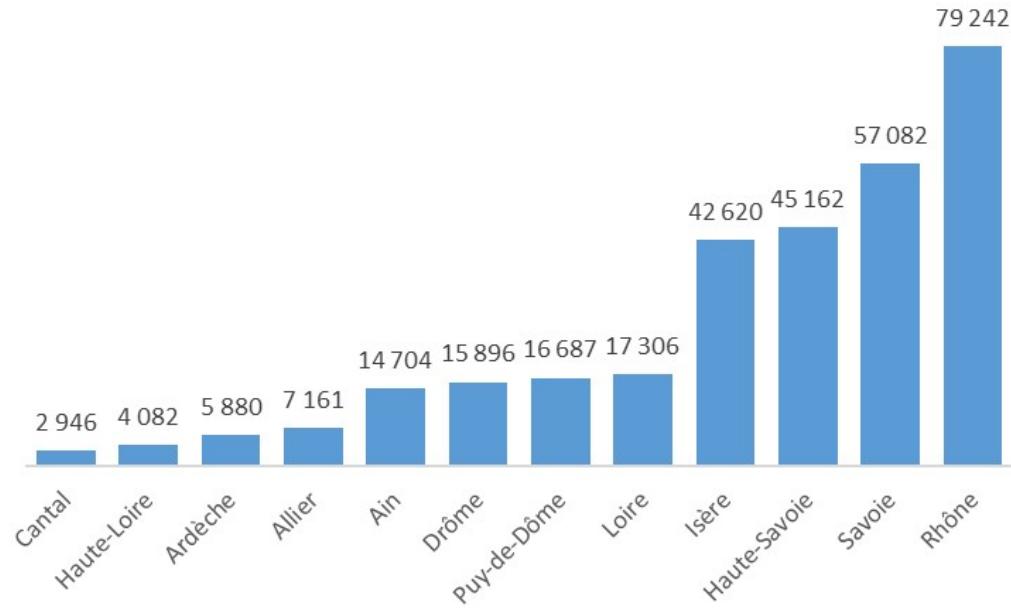


## Evolution annuelle (4T 2025 versus 4T 2024)

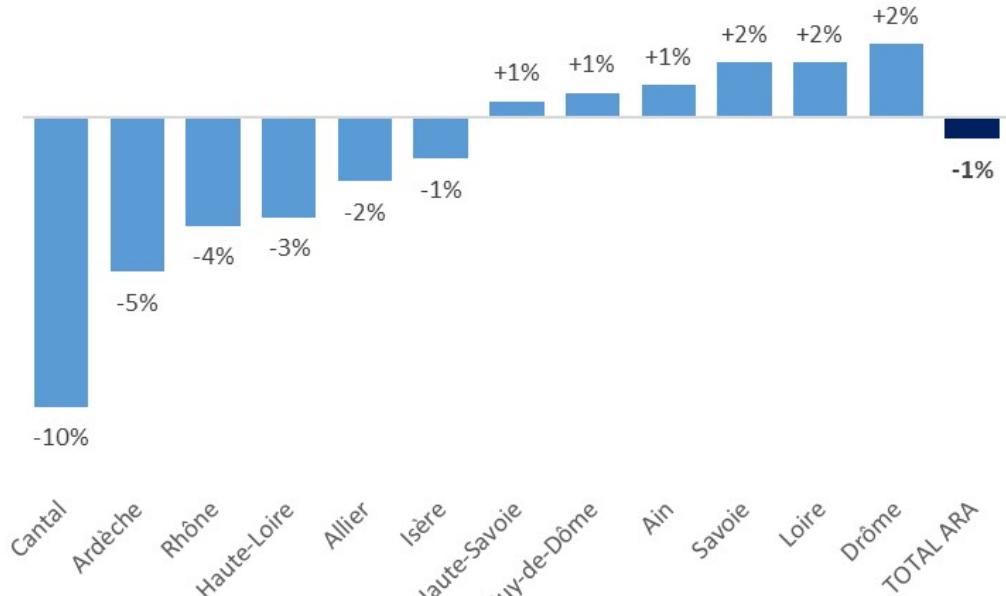




## Volume d'embauches (4ème trimestre 2025) par département

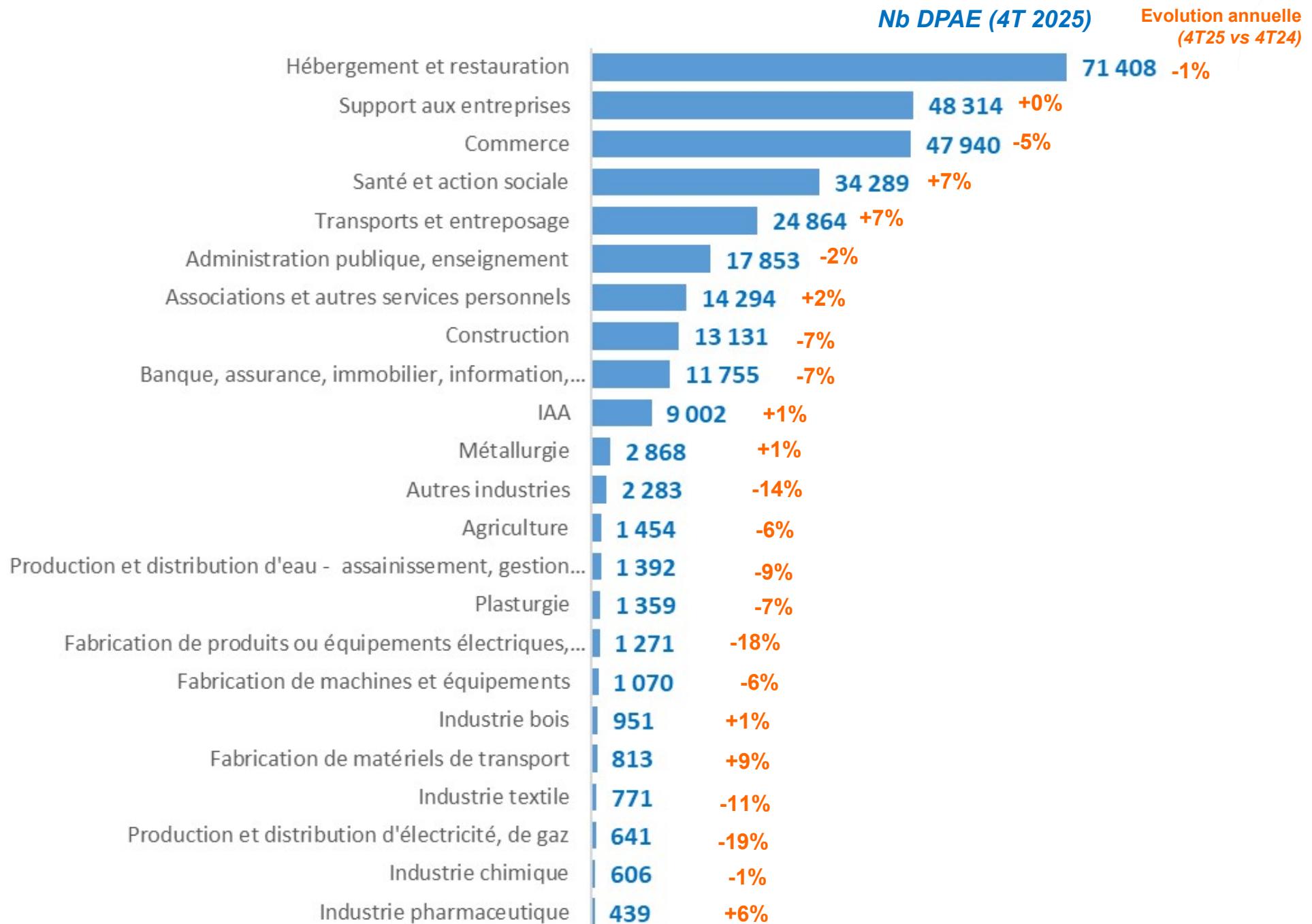


## Evolution annuelle (4T 2025 versus 4T 2024)





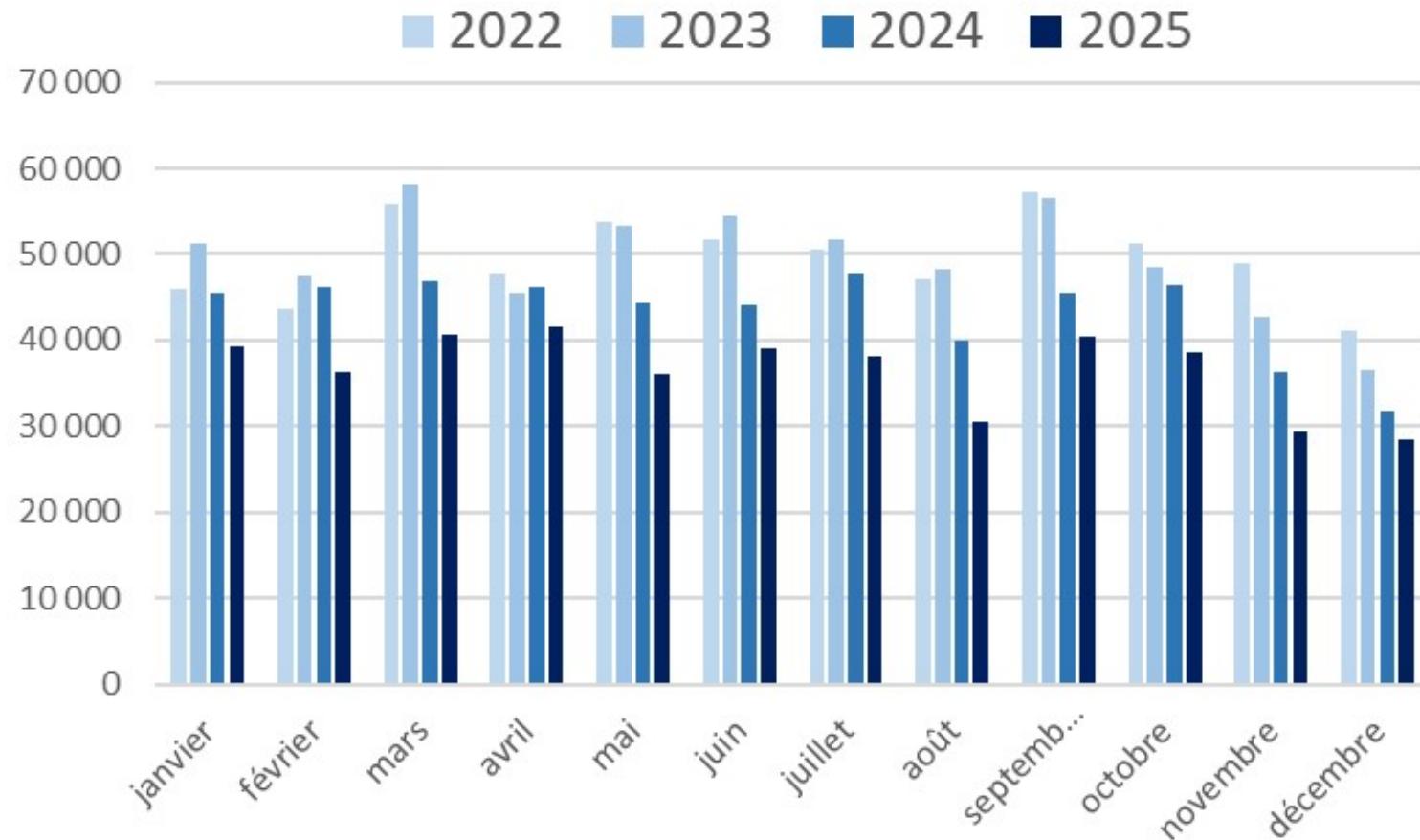
# Les embauches (DPAE, plus d'un mois, hors intérim) – Par secteur





## Les offres collectées par France Travail en décembre 2025

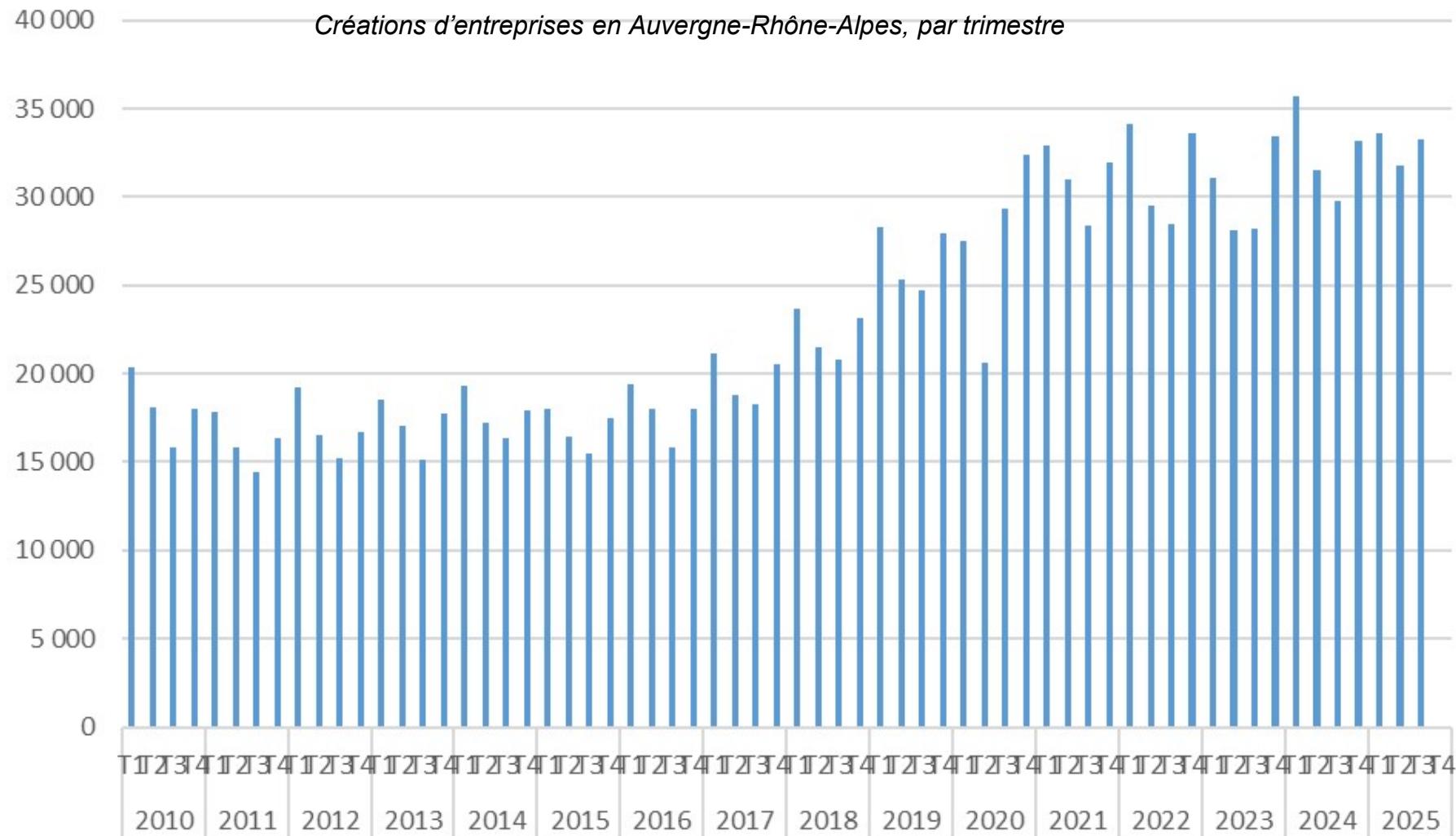
En décembre 2025, France Travail Auvergne-Rhône-Alpes a collecté 28 500 offres, en baisse de -10% par rapport à décembre 2024.





## Les créations d'entreprises

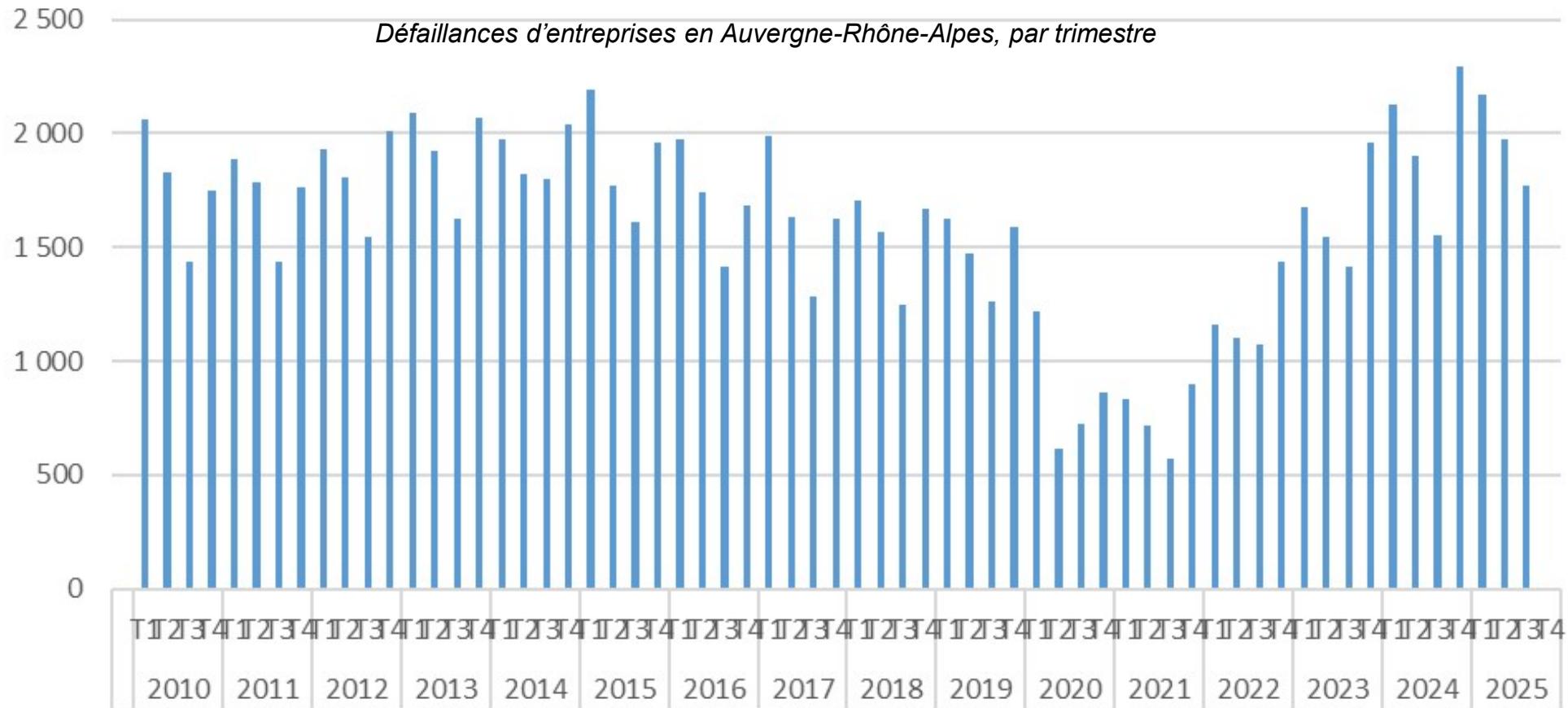
En Auvergne-Rhône-Alpes, en données brutes, le nombre total d'entreprises créées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 est en hausse par rapport à 2024 (+12%), notamment les créations de micro-entreprises (+13%).





## Les défaillances d'entreprises

Les tribunaux de commerce ont enregistré 1 771 défaillances d'entreprises au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025. Cela représente une hausse de +14% par rapport à la même période de l'année précédente.



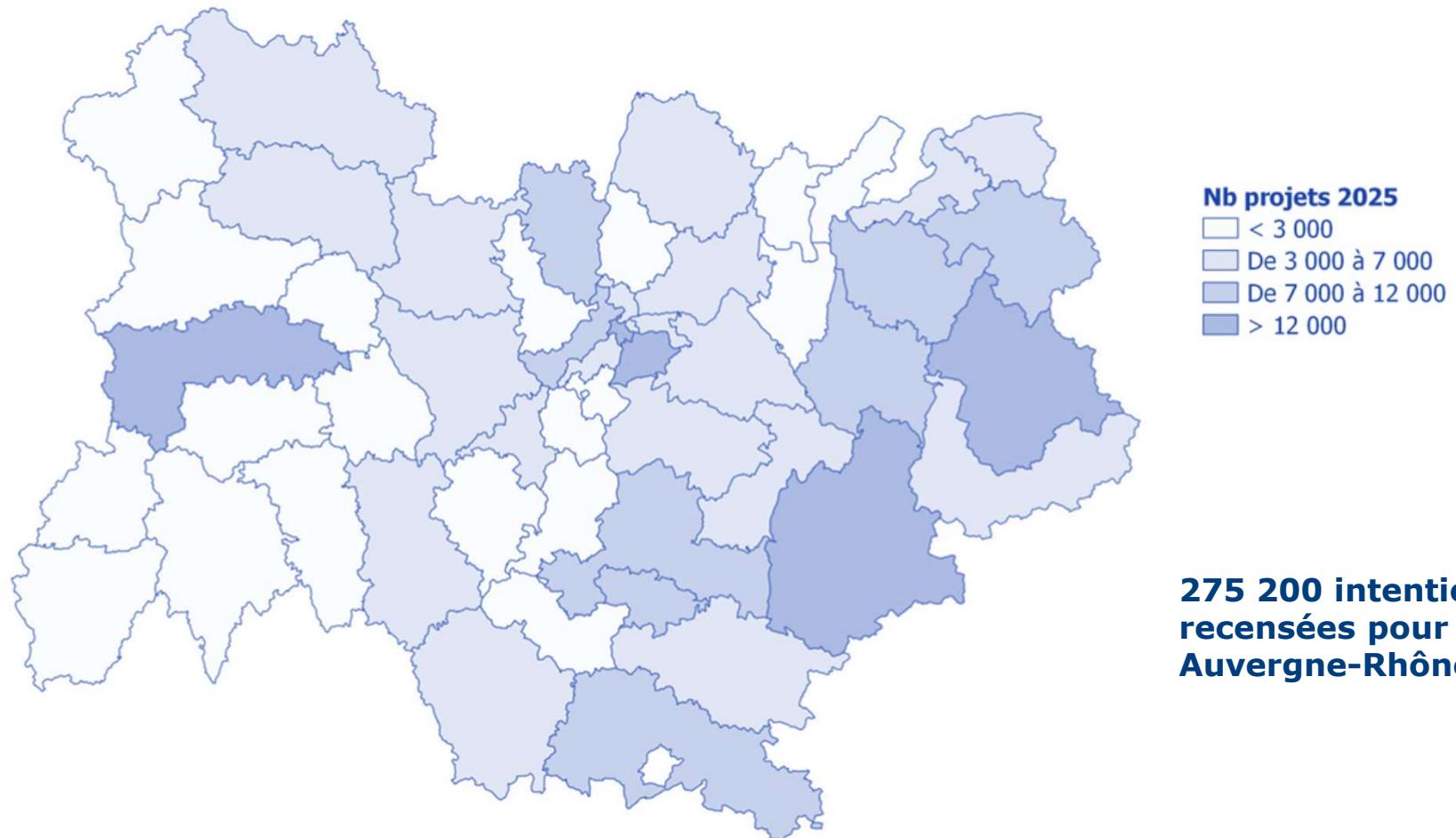


## Les intentions d'embauche (« BMO 2025 ») (1/5)





## Les intentions d'embauche (« BMO 2025 ») (2/5)



Les **pôles de recrutement majeurs** se situent plus particulièrement :

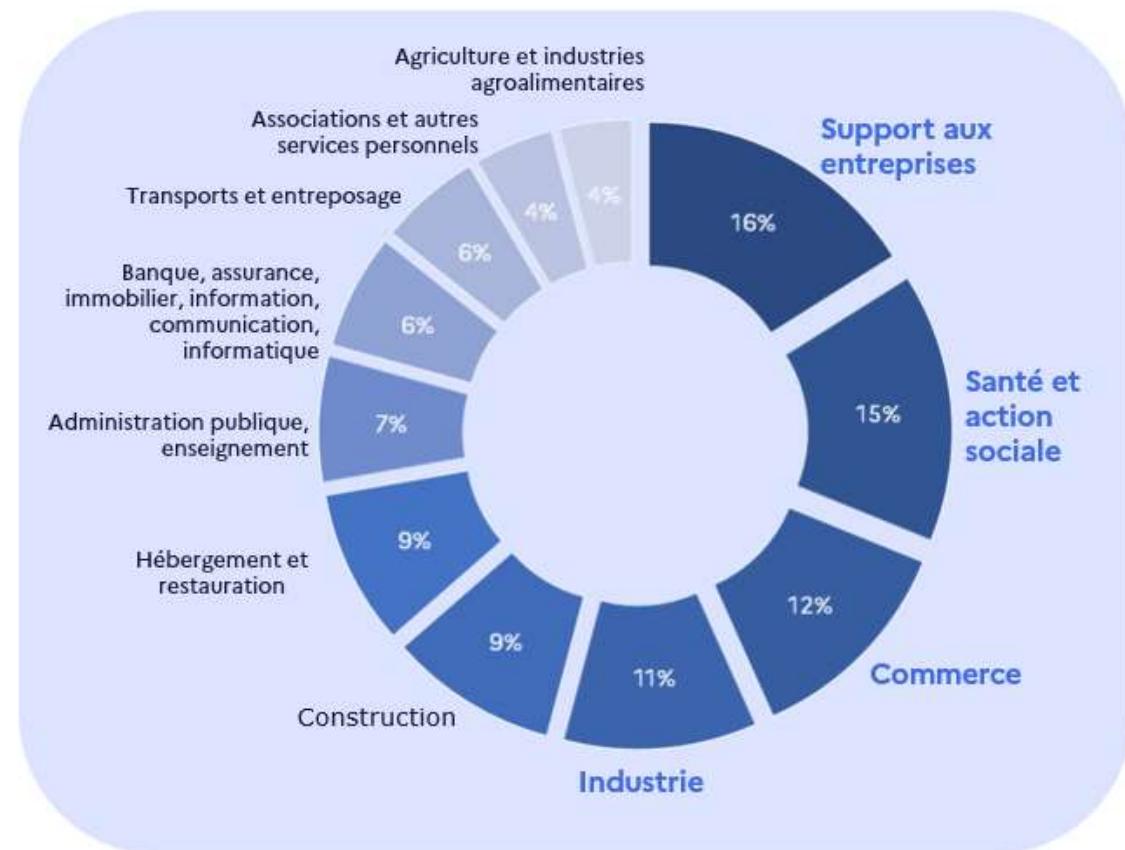
- **autour des grandes agglomérations** de la région : Lyon, Grenoble, Clermont-Ferrand, Annecy, Chambéry, Saint-Etienne, Valence
- **dans les bassins touristiques ou agricoles ayant une importante activité saisonnière** : Tarentaise, Maurienne, Vallée de l'Arve, Chablais, Villefranche, Drôme/Ardèche.



# Les secteurs qui embauchent le plus (hors projets saisonniers)

Quatre secteurs concentrent plus de la moitié des intentions d'embauche (hors projets saisonniers) :

- **Support aux entreprises**  
30 400 projets, soit 16% du total.
- **Santé et action sociale**  
28 700 projets, soit 15% du total.
- **Commerce**  
23 000 projets, soit 12% du total.
- **Industrie**  
20 500 projets, soit 11% du total.





# Le top des métiers recherchés

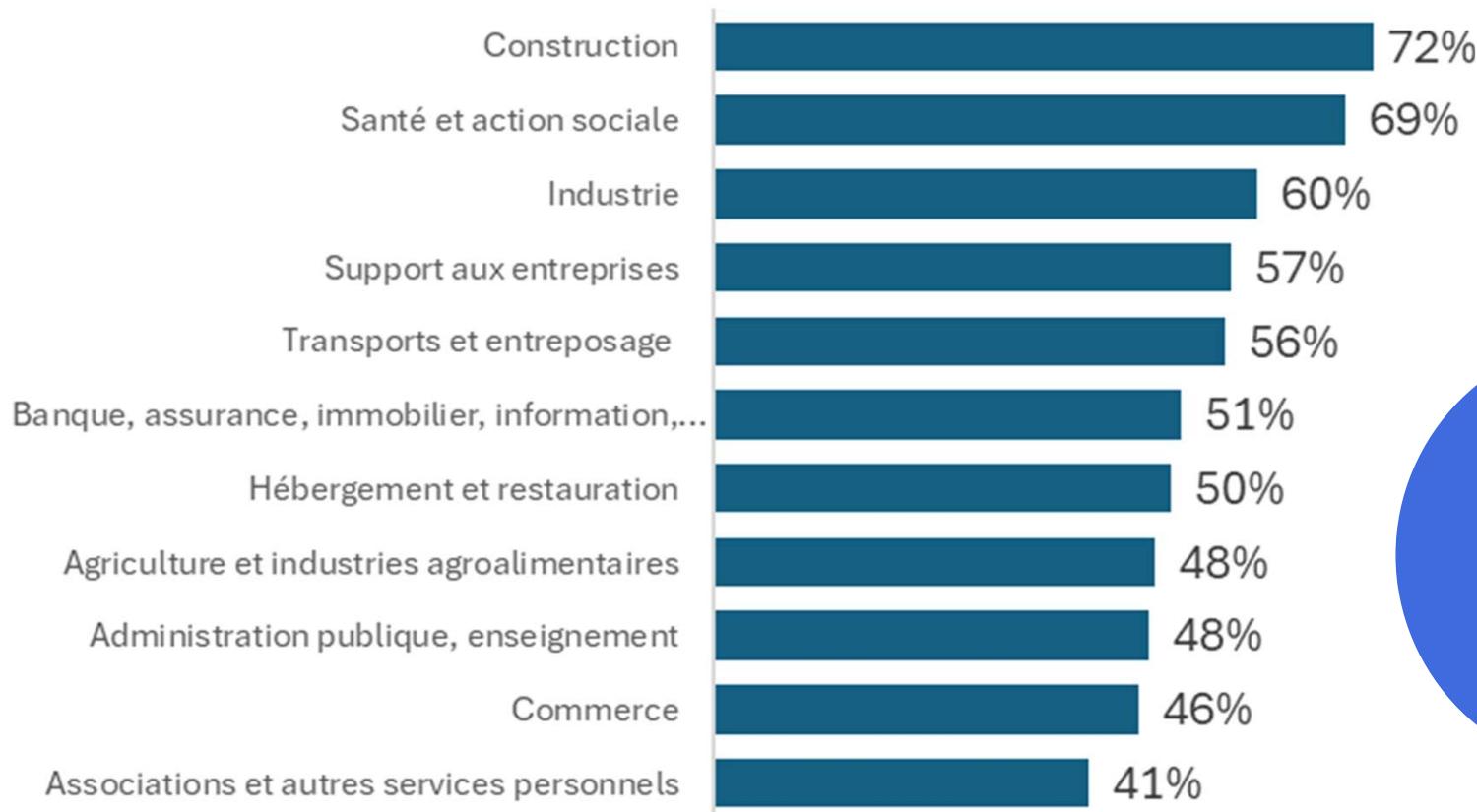
Nombre d'intentions d'embauche (hors projets de recrutement saisonniers)



- **Les 25 métiers les plus recherchés représentent 43% de l'ensemble des intentions d'embauche (hors projets saisonniers).**
- **Les besoins des employeurs portent principalement sur des métiers apparaissant chaque année en tête des métiers les plus recherchés**



### Taux de projets « difficiles », par secteur



**55%**  
des projets de  
recrutement sont  
jugés difficiles en  
région

- **55% des projets sont jugés difficiles à réaliser par les employeurs.**  
En baisse de -2 points par rapport à l'année précédente.
- **Les difficultés de recrutement restent à un niveau particulièrement élevé dans certains secteurs.**  
**Plus de six projets sur dix jugés difficiles dans :**
  - la construction (72%, stable)
  - la santé et action sociale (69%, en baisse de - 3 points)
  - l'industrie (60%, en baisse de -2 points)

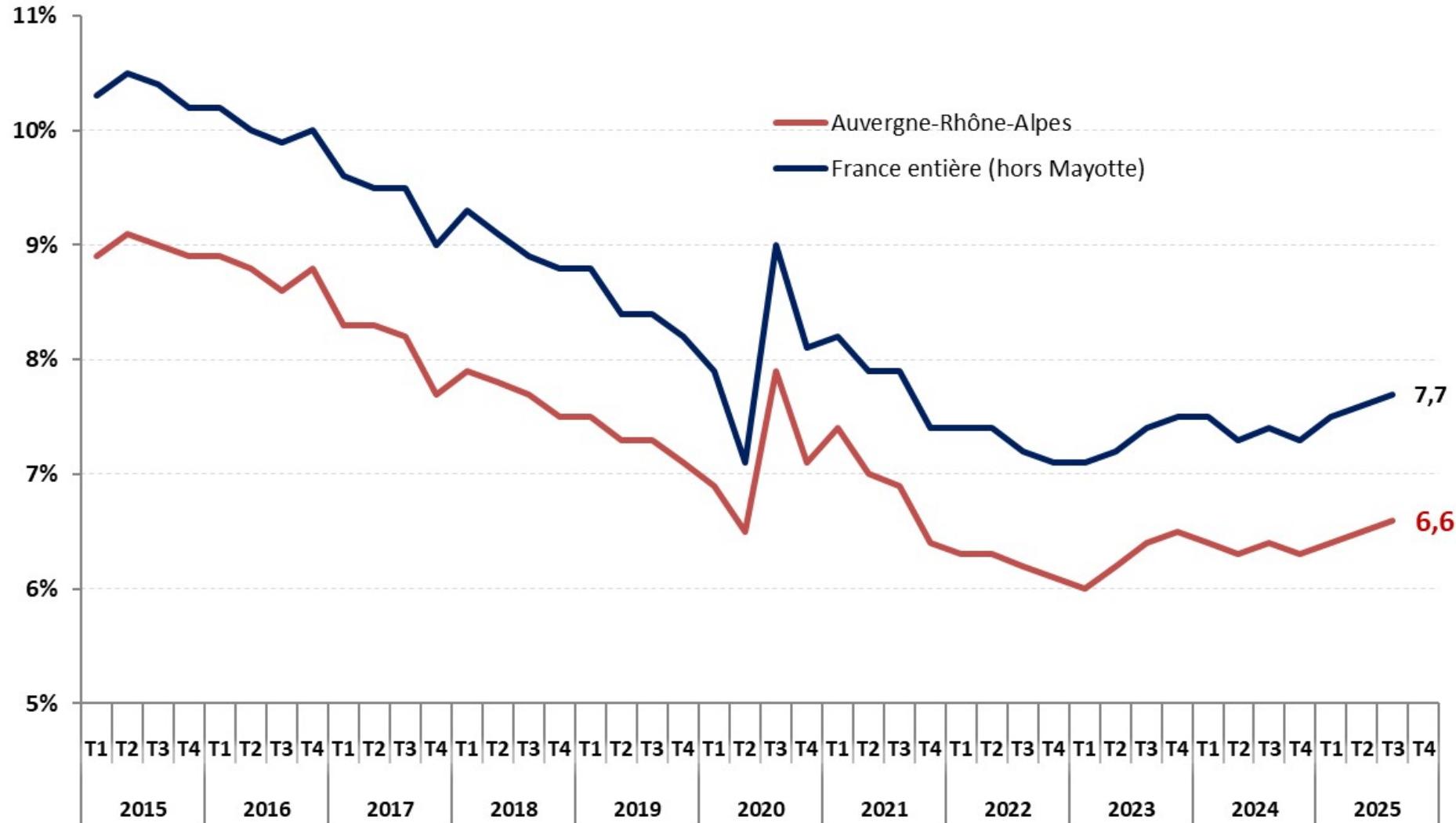


## LE TAUX DE CHÔMAGE



## Hausse de 0,1 point du taux de chômage au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 en ARA

## Taux de chômage au sens du BIT

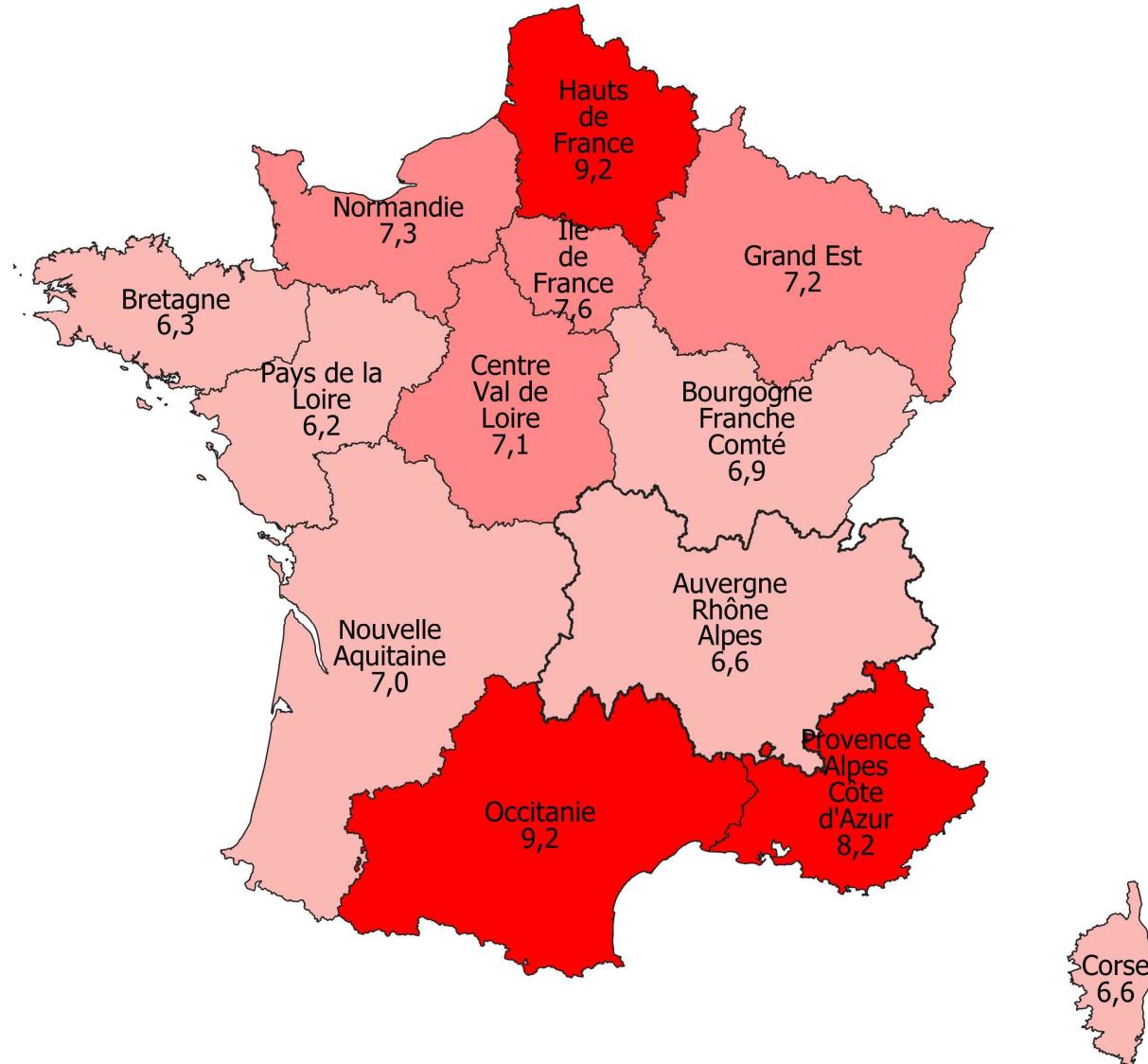




## Le taux de chômage régional sur le podium des plus faibles en France

**Taux de chômage  
3ème trimestre 2025**

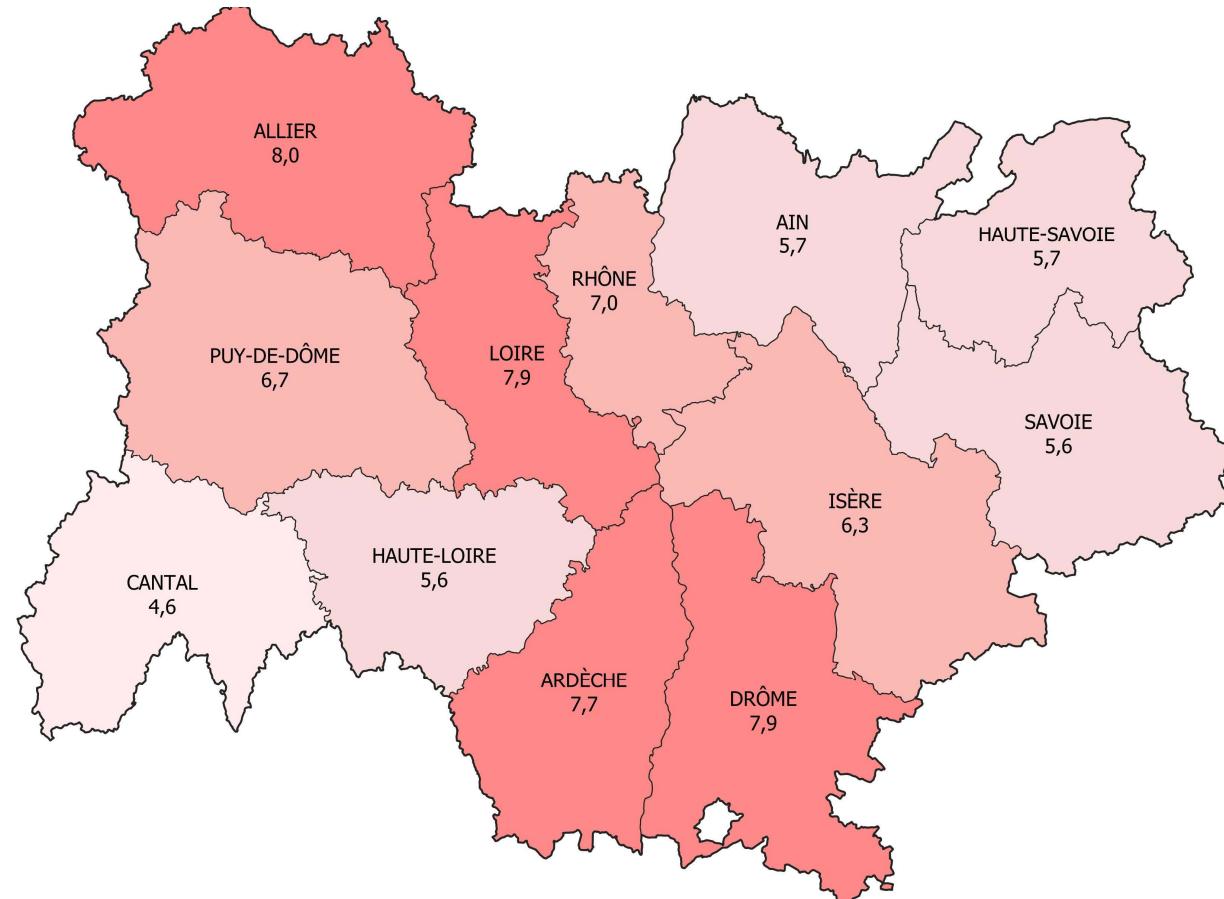
**Par région**





# Hausse du taux de chômage au 3ème trimestre 2025 dans dix départements (sur 12)

## Taux de chômage 3ème trimestre 2025



### Sur le trimestre :

Neuf des douze départements de la région sont en hausse, deux stables et la Savoie est en baisse.

**Baisse de -0,1 point :** Savoie

**Stables :** Ardèche, Haute-Loire

**Hausse de +0,1 point (comme en Auvergne-Rhône-Alpes et en France) :** Ain, Cantal, Drôme, Isère, Haute Savoie, et Puy-de-Dôme

**Hausse de +0,2 point :** Allier, Loire et Rhône

### Sur un an :

Dix départements affichent une hausse du taux de chômage, un est en baisse et un reste stable.

**Baisse de -0,1 point :** Ardèche

**Stable :** Haute-Loire

**Hausse de +0,1 point :** Allier et Drôme

**Hausse de +0,2 point (comme en Auvergne-Rhône-Alpes) :** Ain, Savoie, Haute-Savoie

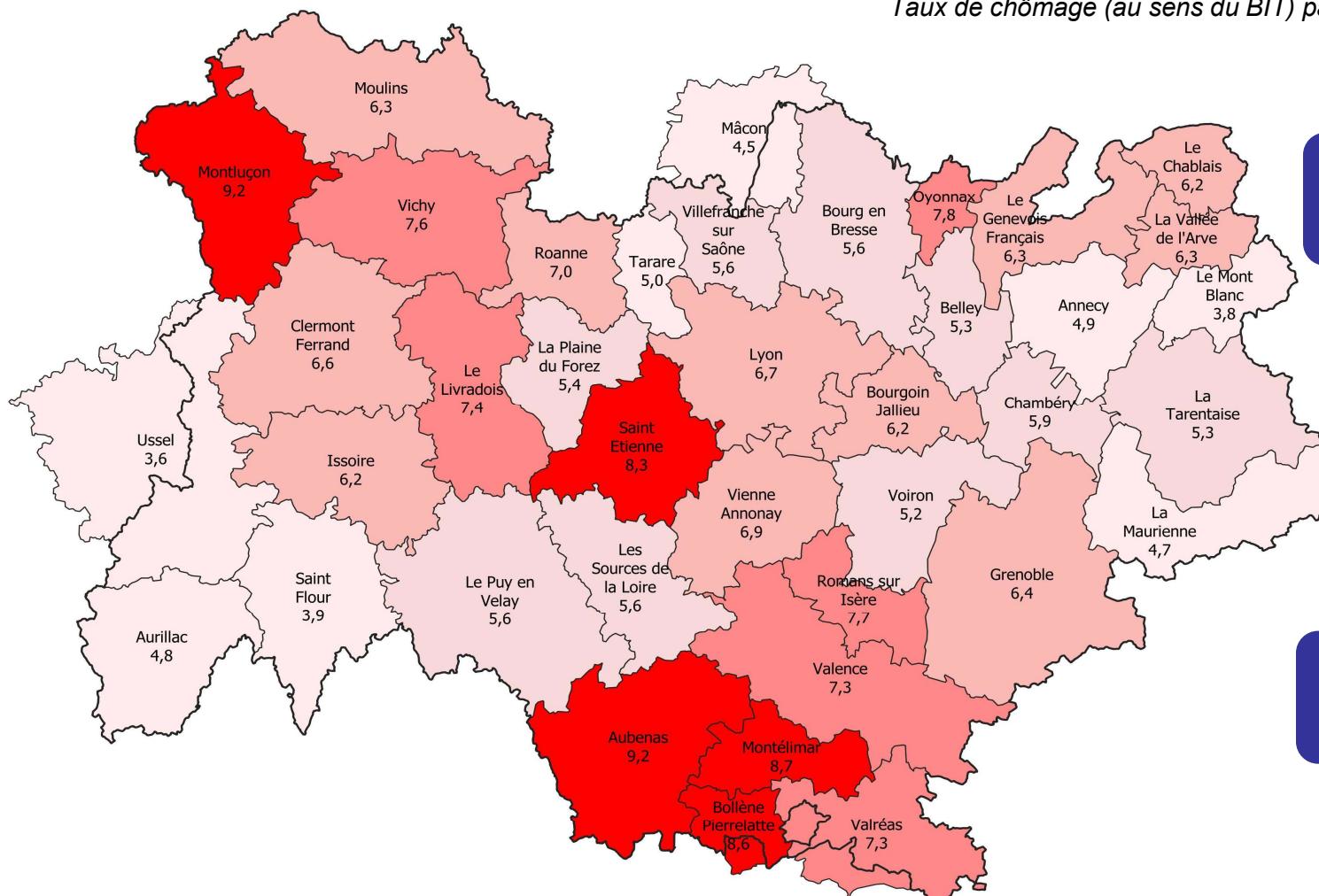
**Hausse de +0,3 point (comme en France) :** Cantal, Isère, Puy-de-Dôme, Loire

**Hausse de +0,5 point :** Rhône



## Sur le trimestre, 25 des 39 zones d'emploi sont en hausse

Taux de chômage (au sens du BIT) parmi la population active - INSEE



### Taux de chômage 3ème trimestre 2025

#### Taux de chômage

- < 5 %
- De 5 à 6 %
- De 6 à 7 %
- De 7 à 8 %
- > 8 %

### Par zone d'emploi

Sur le trimestre : 6 des 39 zones d'emploi sont en baisse, 8 stables et 25 en hausse.

Plus fortes baisses : La Maurienne (-0,4 pt), La Tarentaise (-0,3 pt)

Plus fortes hausses : Roanne, Clermont-Ferrand, Montélimar, Montluçon (+ 0,3 pt), Valréas - partie Auvergne Rhône Alpes (+0,4 pt)

Sur un an : 5 zones d'emploi sont en baisse, 6 sont stables et 28 en hausse

Plus fortes baisses : Oyonnax (-0,5 pt), Aubenas (-0,3 pt)

Plus fortes hausses : Grenoble, Aurillac, Bourgoin-Jallieu, Montluçon, Valréas - partie Auvergne Rhône Alpes (+0,4 pt), Clermont-Ferrand, Le Mont Blanc, Lyon (+0,5 pt)



## LA DEMANDE D'EMPLOI



## Impact de la loi sur le plein emploi

En novembre 2025, on continue à observer les effets de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi (LPE). En effet, depuis le 1er janvier 2025, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation. Alors qu'au premier trimestre la plupart des personnes concernées par la LPE étaient encore dans la catégorie « provisoire » G, il y a désormais 25 200 inscrits à France Travail de catégorie F en Auvergne-Rhône-Alpes, bien fois plus qu'en début d'année.

Au-delà de l'apparition de ces nouvelles catégories, l'élargissement du champ de France Travail a un effet indirect, à la hausse, sur les autres catégories de personnes inscrites à France Travail.

## Impact des évolutions des règles d'actualisation de France Travail

Depuis janvier 2025, tant qu'elles ne signent pas leur contrat d'engagement, les personnes qui s'inscrivent à FT et qui n'ont pas de droits à indemnisation n'ont pas à s'actualiser. Elles sont alors inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Cela a un impact à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégories B et C (étant dispensés d'actualisation, ces nouveaux inscrits non indemnisable ne déclarent pas d'activité réduite) et à la baisse sur le nombre de sorties des listes. Cette évolution a donc un effet à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, B, C entre le 4e trimestre 2024 et le 1er janvier 2025.

Depuis avril 2025, le régime de radiation de France Travail s'applique, de manière différenciée, aussi aux nouveaux publics. Cela a entraîné un surcroît de sorties pour les personnes non indemnisable qui ont pu oublier de s'actualiser.

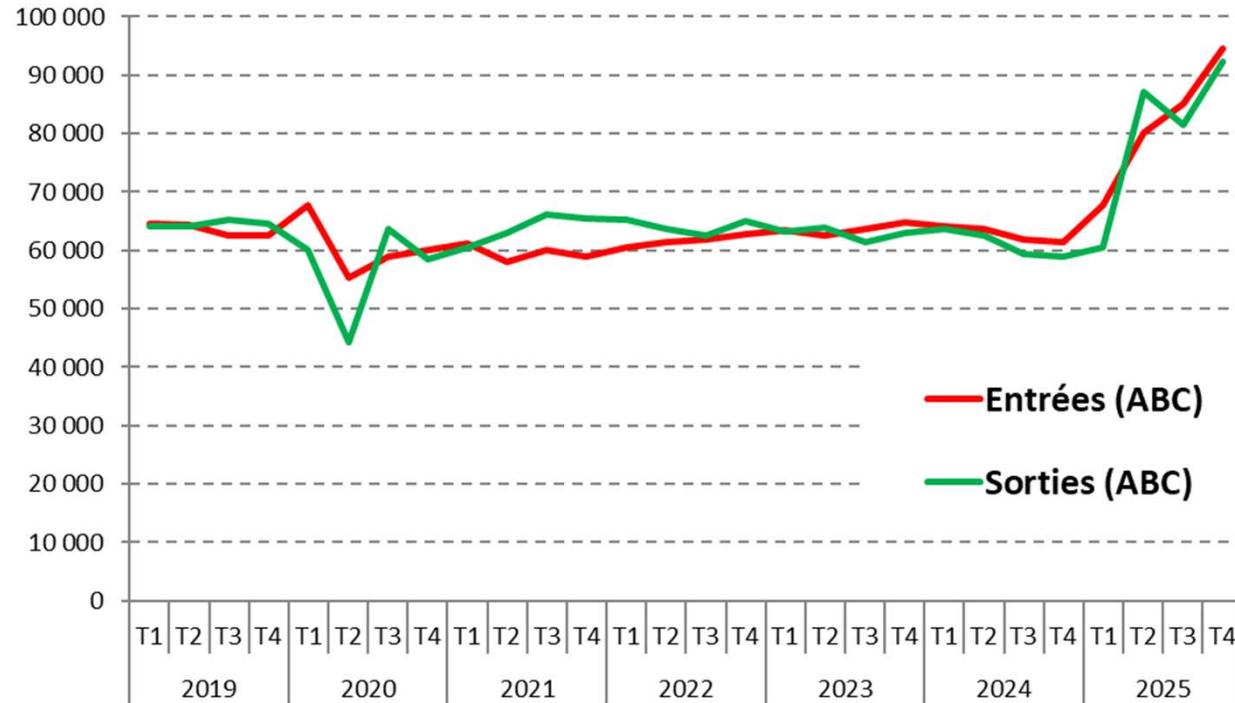
Depuis le 1er juin, le nouveau décret sur les sanctions entre en vigueur. Il assouplit les règles des radiations de sorte le nombre de radiations en juin est très faible : cela augmente le nombre de personnes inscrites à France Travail en conséquence.

Ces modifications, prises dans leur ensemble, ont entraîné une hausse du nombre de personnes inscrites à France Travail au premier trimestre, hausse partiellement corrigée au 2e trimestre.



Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025\*, les entrées plus nombreuses que les sorties

## Entrées et sorties sur les listes d'inscription à France Travail, par trimestre, en Auvergne-Rhône-Alpes



\*à noter : Les entrées et sorties comptabilisées ici concernent les catégories A, B ou C

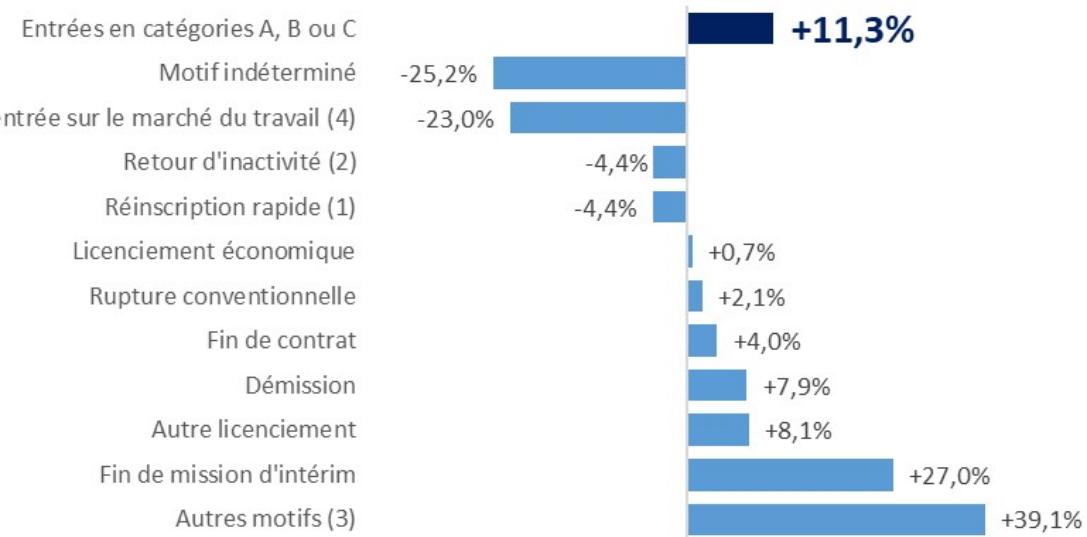
Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.

La hausse des entrées et sorties à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 s'explique par :

- Sorties : forte hausse des défauts d'actualisation dus à la montée en charge de l'actualisation hybride et la réintégration des réinscrits dans le champ de l'actualisation obligatoire.
- Entrées : forte hausse des « autres motifs » dus aux réinscriptions rapides suite à défaut d'actualisation hybride

# Evolution des entrées et sorties au 4<sup>ème</sup> trimestre 2025

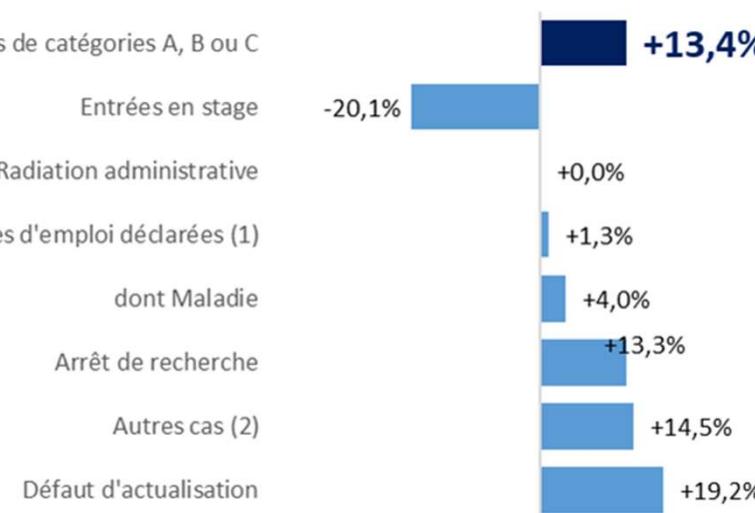
## Evolution trimestrielle du nombre d'entrées (en catégories A, B ou C) sur les listes France Travail, par motif d'inscription



La hausse des sorties pour défaut d'actualisation s'explique par la montée en charge de l'actualisation hybride et la réintégration des réinscrits dans le champ de l'actualisation obligatoire. La hausse des entrées pour autres motifs tient surtout aux réinscriptions rapides suite à défaut d'actualisation hybride.

Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, a affecté la répartition des entrées sur les listes de France Travail par motif d'inscription. En particulier, le niveau des entrées pour « motif indéterminé » est nettement réhaussé tandis que les niveaux des entrées pour fin de contrat, fin de mission d'intérim, démission ou rupture conventionnelle sont abaissés. Les évolutions des flux d'entrées par motif sont par conséquent difficilement interprétables. Cette modification du script n'a pas d'impact sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le nombre total d'entrées.

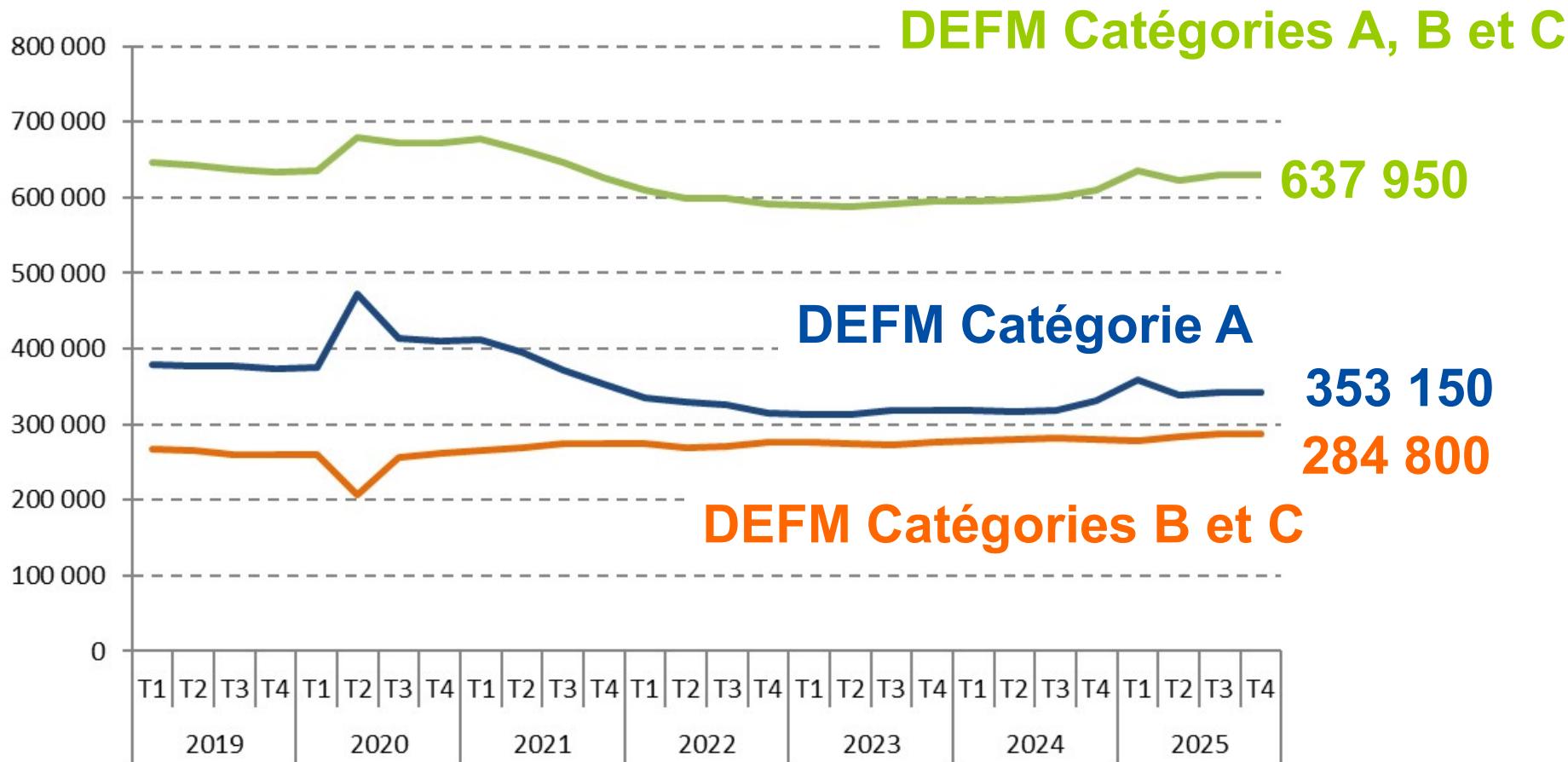
## Evolution trimestrielle du nombre de sorties des listes France Travail (catégories A, B ou C), par motif de sortie





# La demande d'emploi en catégories A, B ou C, depuis 2019

Source : France Travail, données CVS (dernière donnée disponible : 4<sup>ème</sup> trimestre 2025)



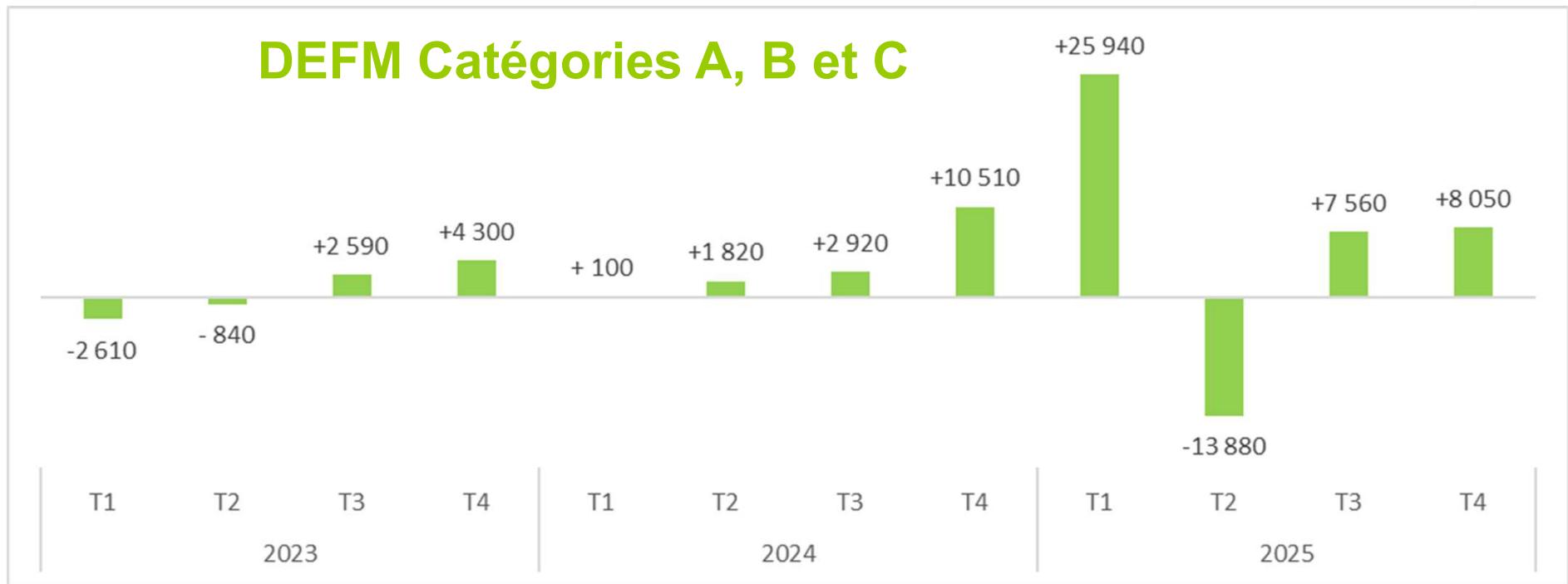
**Impact de la loi sur le plein emploi :** Depuis le 1er janvier 2025, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail. Pour tenir compte de ces évolutions, deux nouvelles catégories statistiques sont créées : la catégorie F à dominante « sociale » pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.

**Impact des évolutions des règles d'actualisation de France Travail :** de janvier 2025 à avril 2025, les personnes qui s'inscrivaient à FT sans droits à indemnisation n'ont pas eu à s'actualiser tant qu'elles n'avaient pas signé leur contrat d'engagement. Elles étaient alors inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat, avec un impact à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégories B et C et à la baisse sur le nombre de sorties des listes. Depuis avril 2025, les réinscrits, qui étaient jusqu'alors dispensés d'actualisation, sont de nouveau soumis à l'actualisation, ce qui a un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la hausse sur les inscrits en catégories B et C, et à la hausse sur le nombre de sorties des listes.

**L'entrée en vigueur du nouveau barème de sanctions :** ces sanctions ont fortement diminué sur un an ce qui se traduit, ce mois-ci, par une hausse, toutes choses égales par ailleurs, de la DEFM, mais avec un effet pour l'instant minime sur l'évolution trimestrielle.



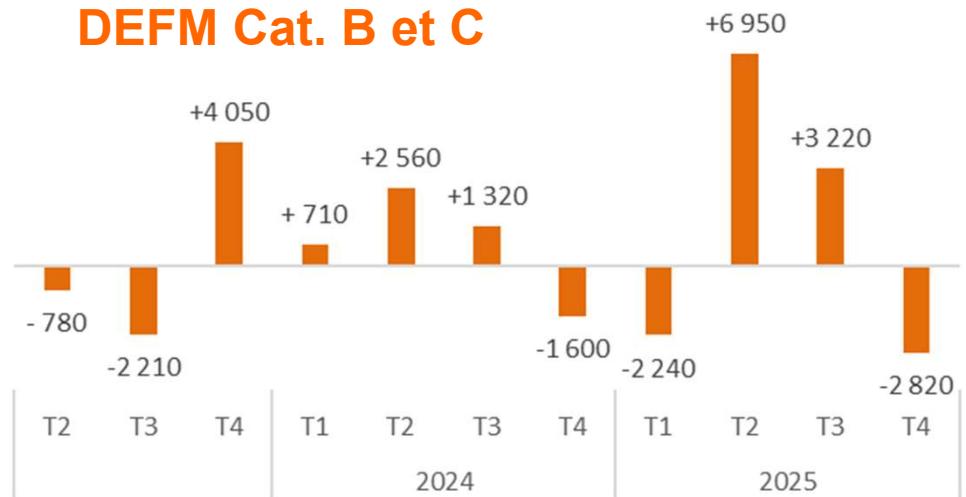
# Evolutions trimestrielles



### DEFM Catégorie A



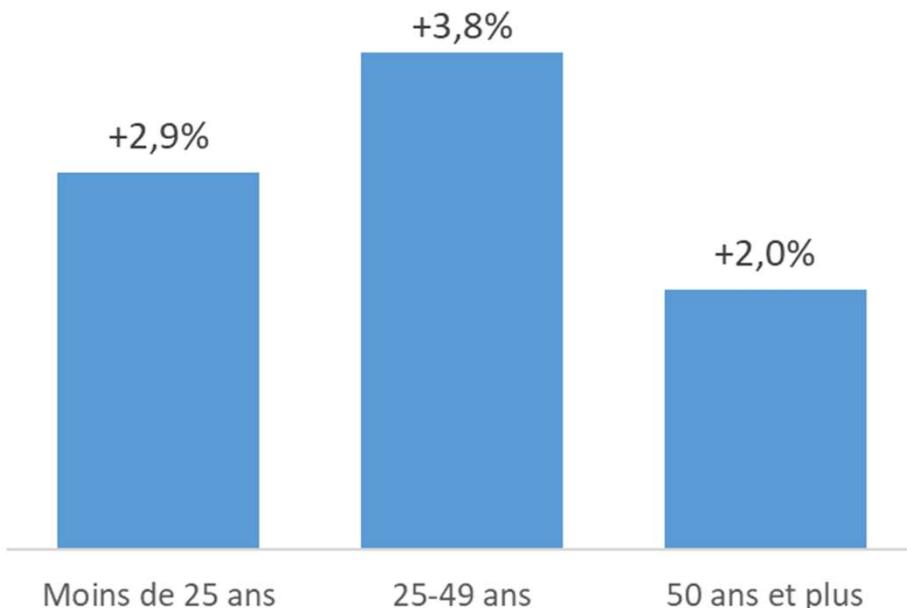
### DEFM Cat. B et C



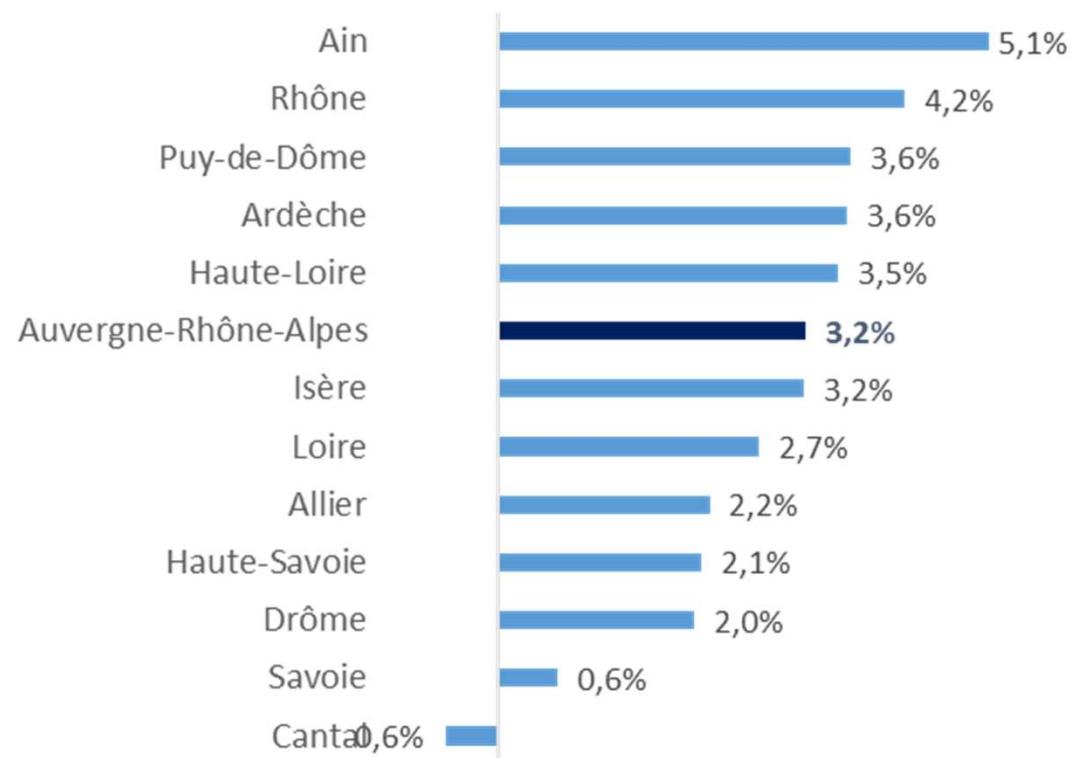
## Catégorie A : + 3,2% au 4ème trimestre 2025 (+ 10 870)

NB : évolution « *contrefactuelle* » (hors BRSA et jeunes MILO) (Cat A) : +4,1%

### Par âge (Cat A) :



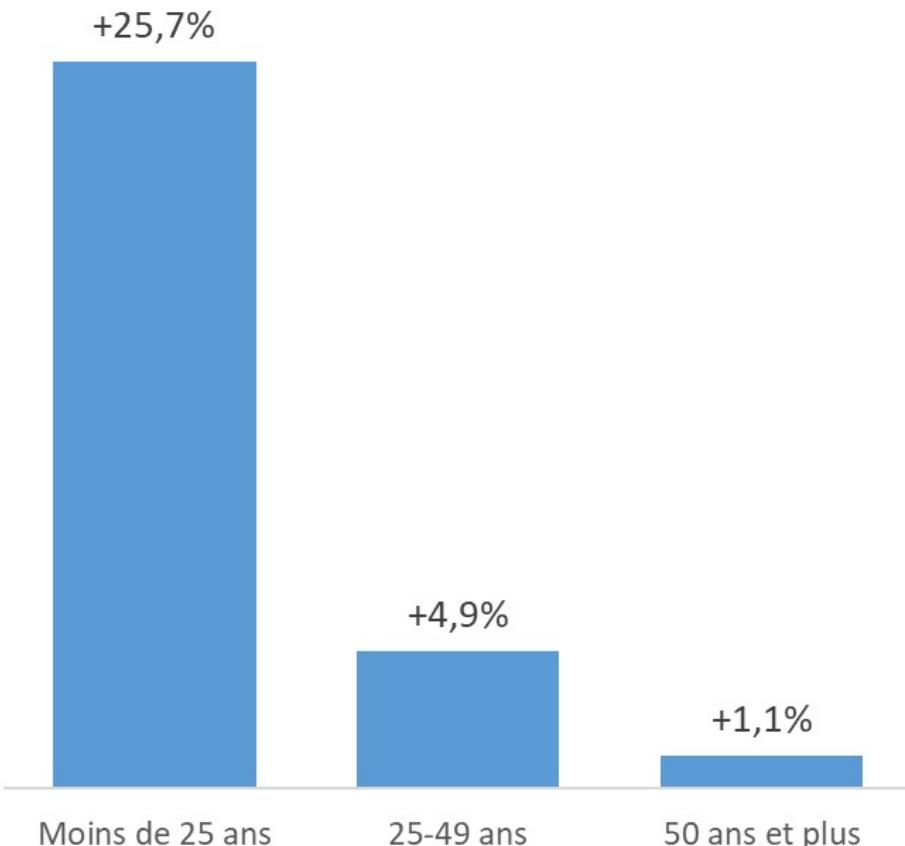
### Par département (Cat A) :



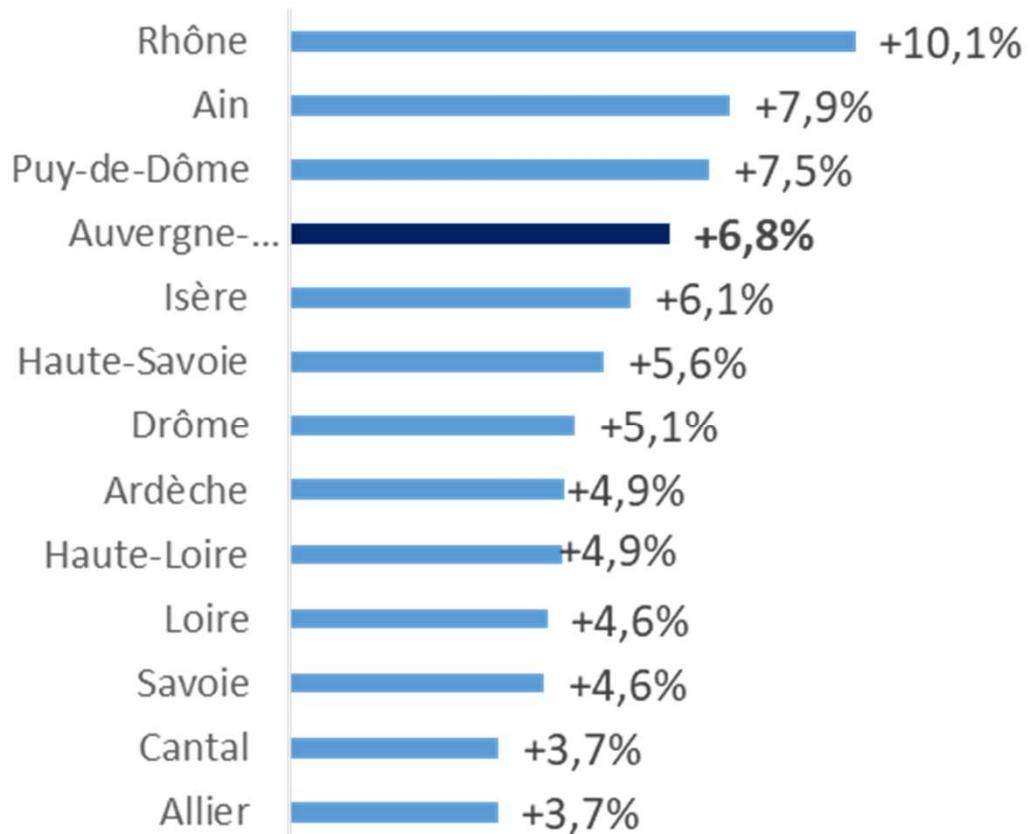
## Catégorie A : +6,8% sur un an (+ 22 560)

NB : évolution « *contrefactuelle* » (hors BRSA et jeunes MILO) (Cat A) : + 4,9%

### Par âge (Cat A) :



### Par département (Cat A) :

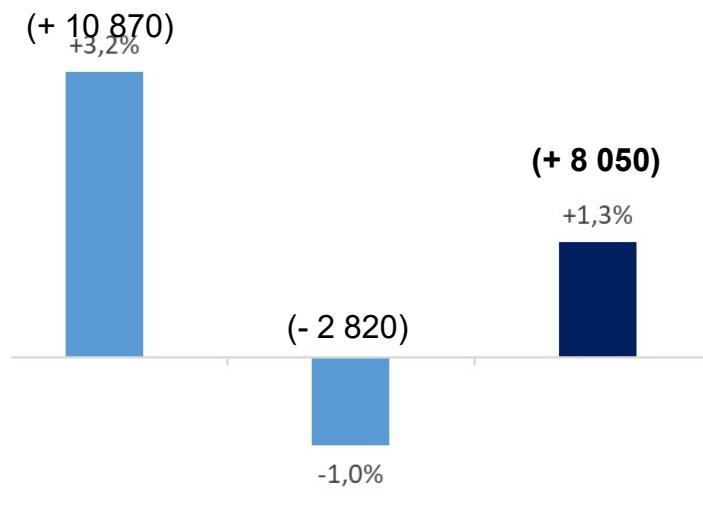


## Catégories ABC : + 1,3 % au 4ème trimestre 2025 (+ 8 050)

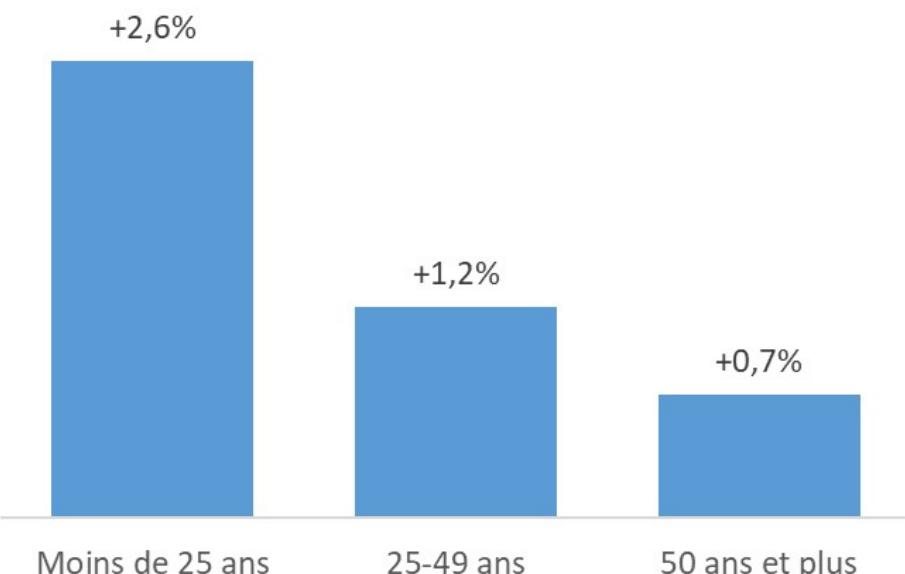
NB : évolution « contrefactuelle » (hors BRSA et jeunes MILO) (Cat A) : +1,4%

### Par catégorie d'inscription :

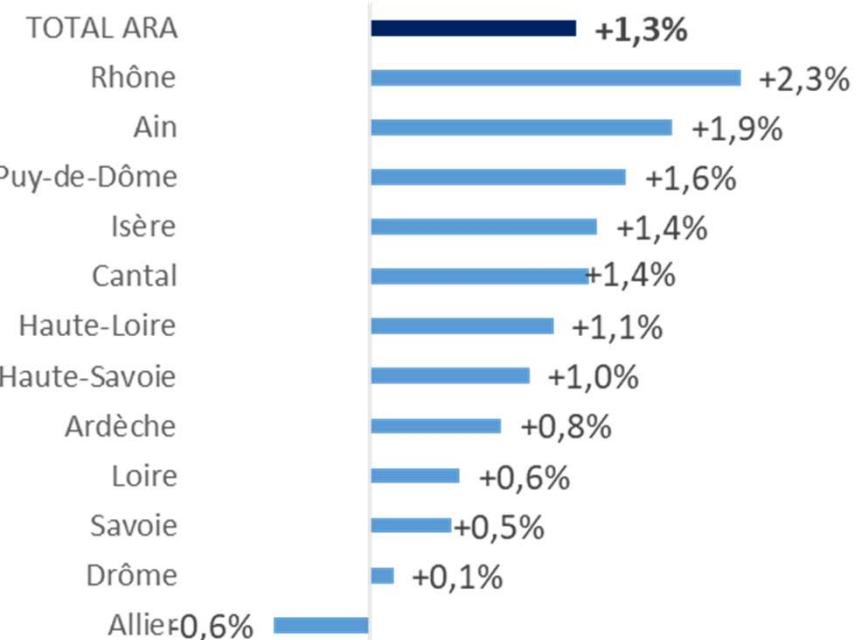
	4ème trimestre 2025	Evolution trimestrielle	
Cat A	353 150	+10 870	+3,2%
Cat B et C	284 800	-2 820	-1,0%
<b>TOTAL Cat ABC</b>	<b>637 950</b>	<b>+8 050</b>	<b>+1,3%</b>



### Par âge (Cat ABC) :



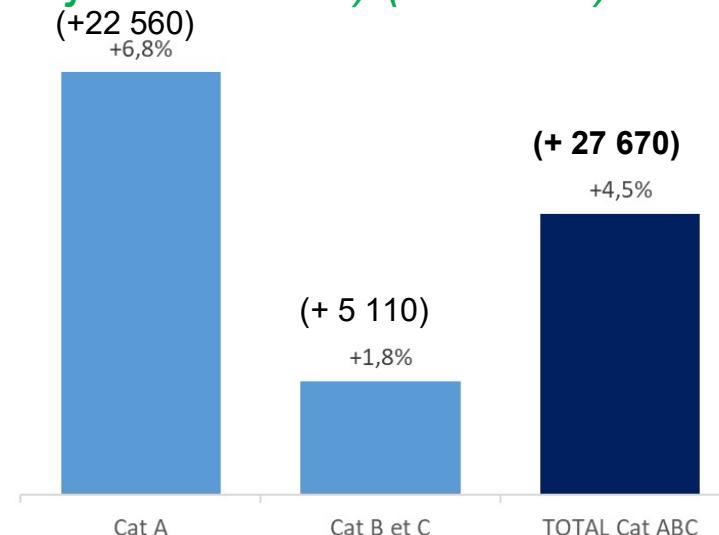
### Par département (Cat ABC) :



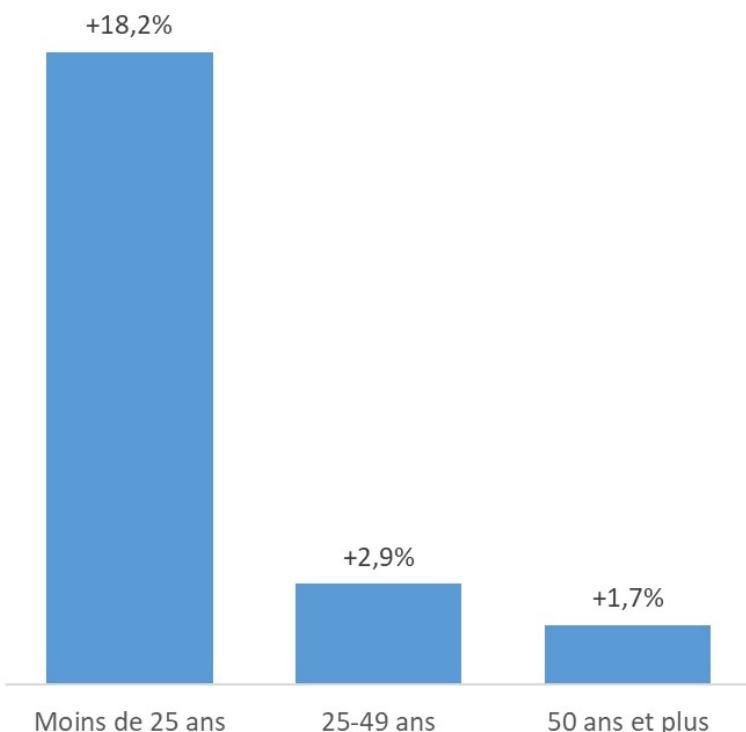
## Catégories ABC : +4,5 % sur un an (+ 27 670)

NB : évolution « *contrefactuelle* » (hors BRSA et jeunes MILO) (Cat ABC) : + 2,9%

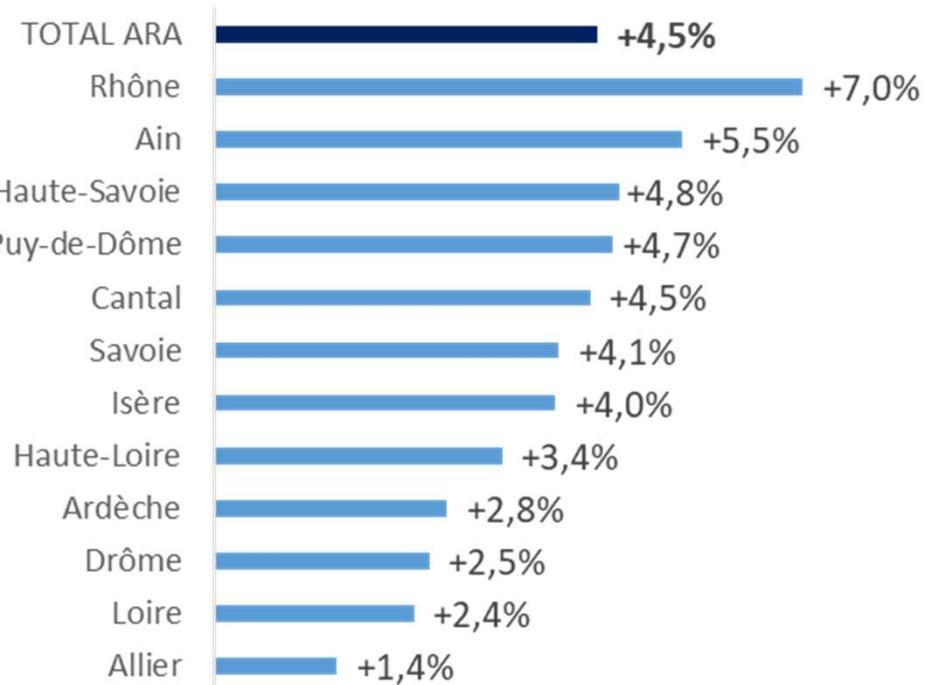
### Par catégorie d'inscription :



### Par âge et sexe (Cat ABC)



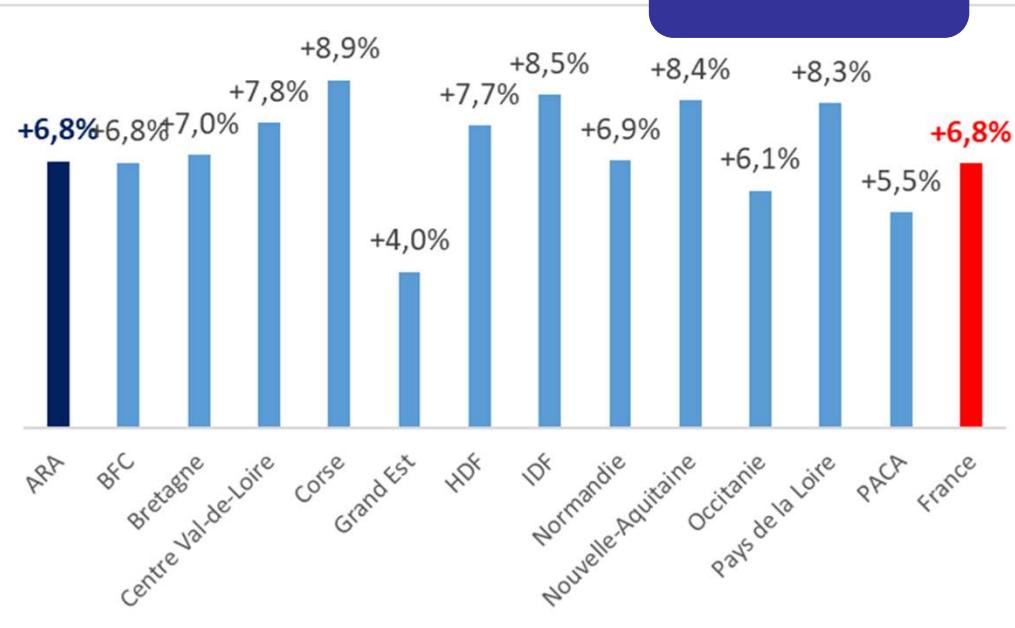
### Par département (Cat ABC) :



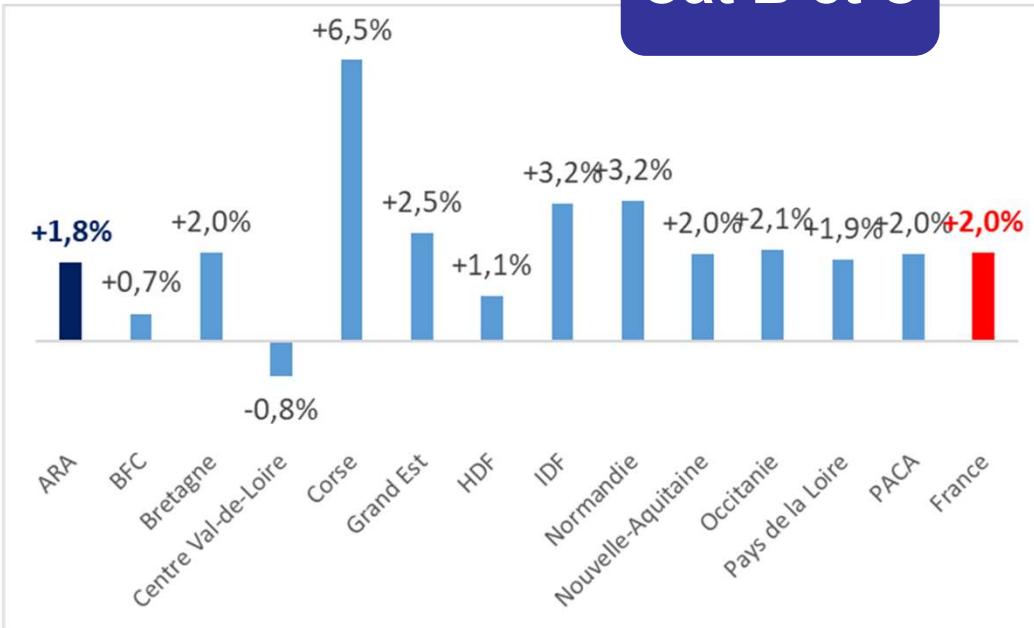


# Évolution annuelle des DEFMs par région

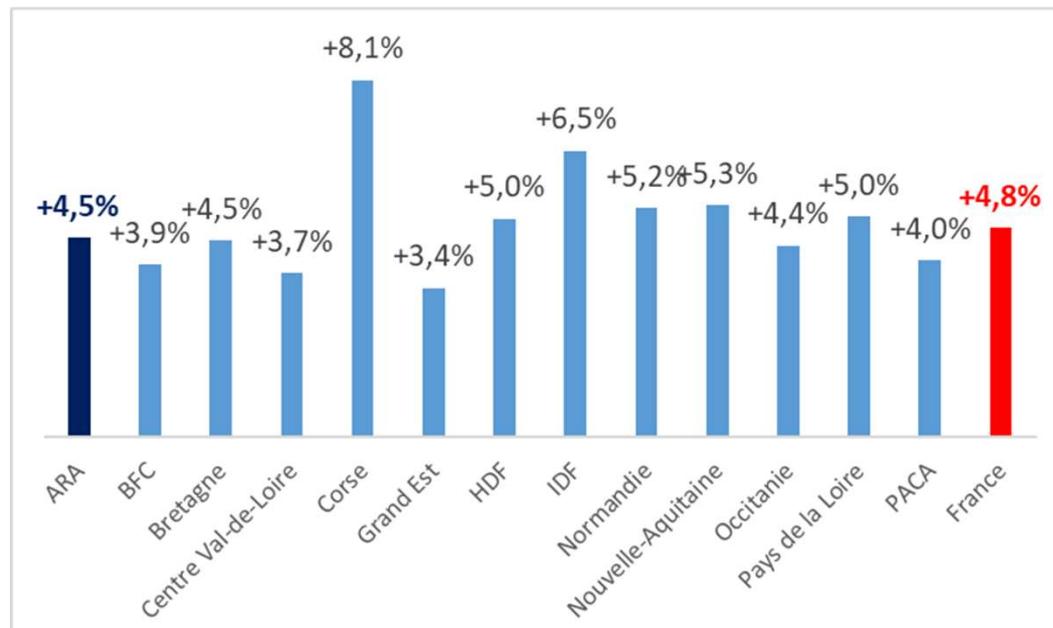
## Cat A



## Cat B et C



## Cat ABC

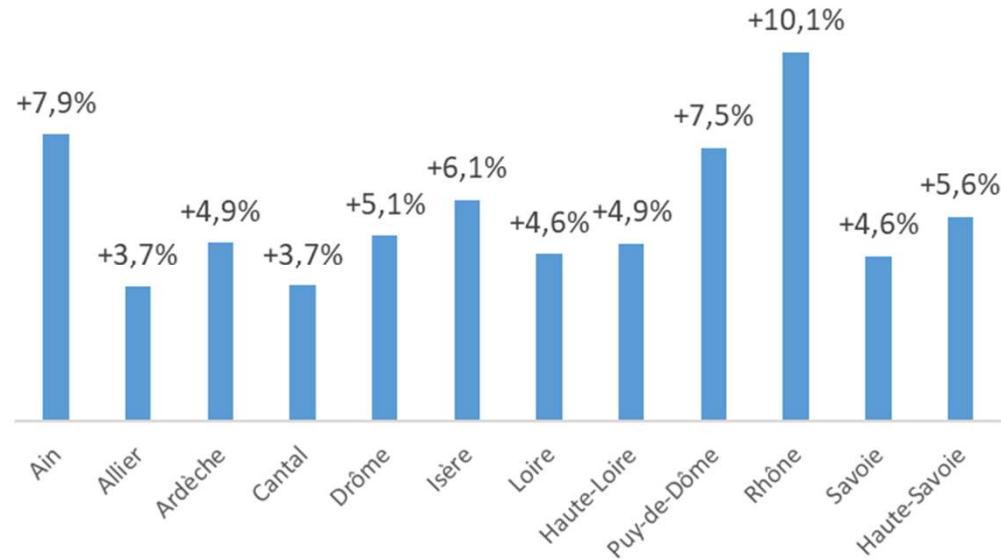


Données CVS –  
Evolution entre le  
4<sup>ème</sup> trimestre 2024  
et le 4<sup>ème</sup> trimestre  
2025

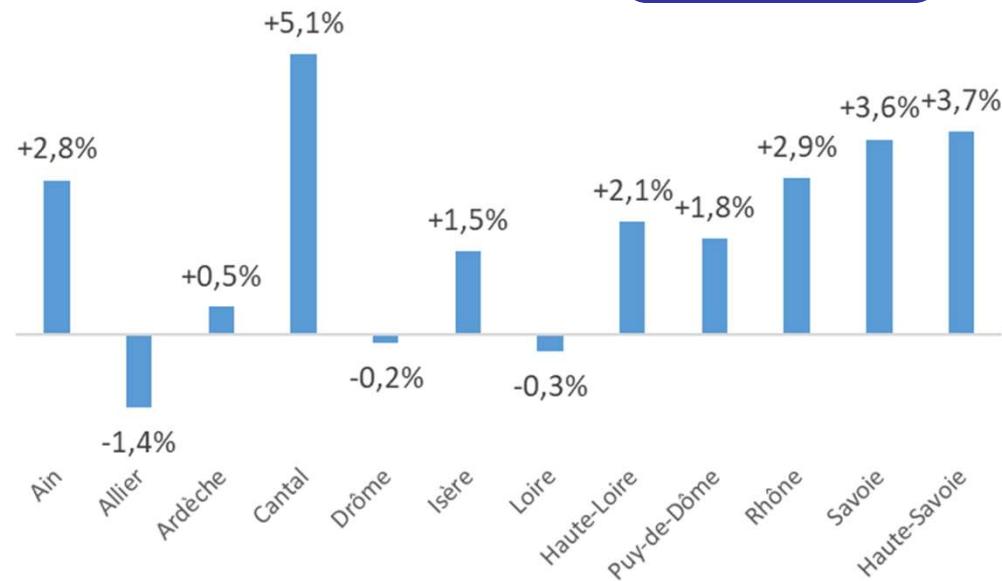


# Évolution annuelle des DEFM par département

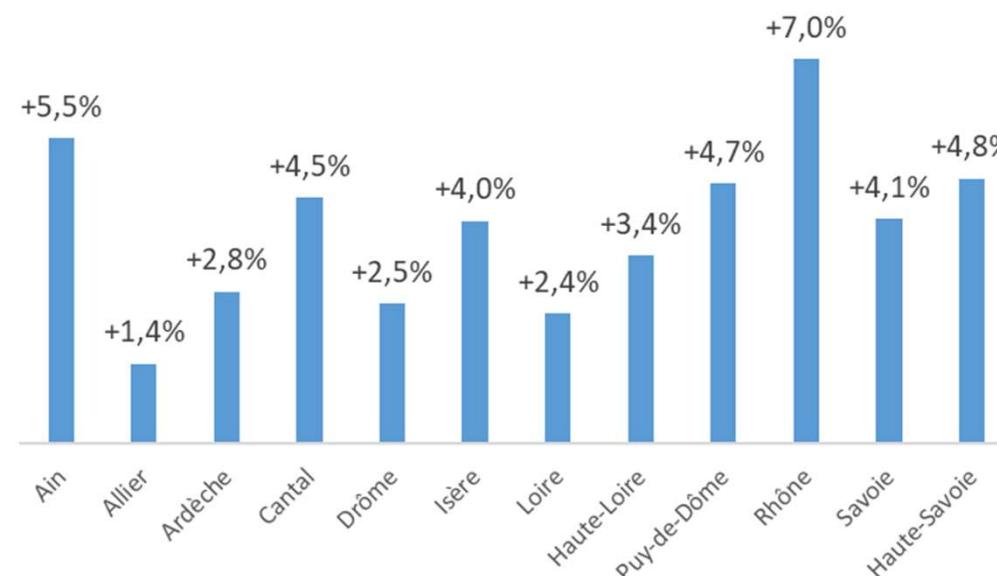
## Cat A



## Cat B et C



## Cat ABC



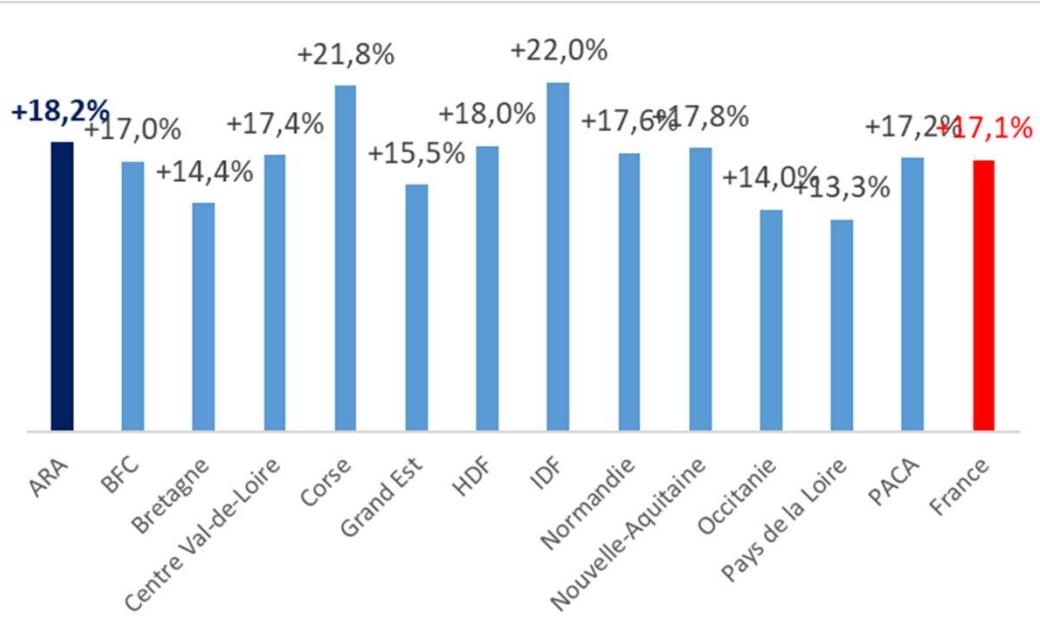
Données CVS –  
Evolution entre le  
4<sup>ème</sup> trimestre 2024  
et le 4<sup>ème</sup> trimestre  
2025



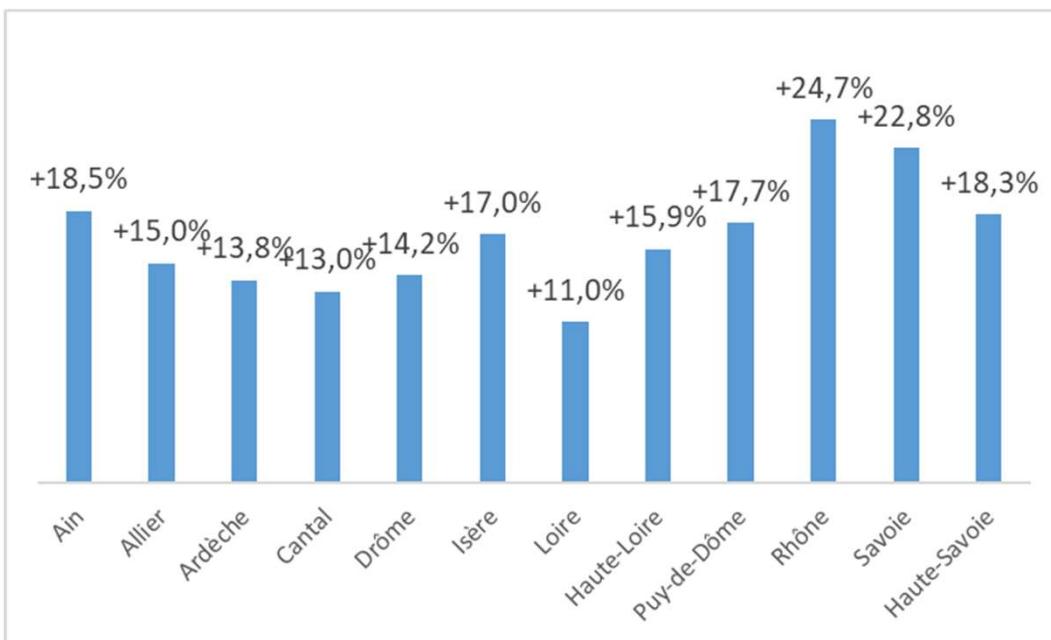
## LA DEMANDE D'EMPLOI DES PUBLICS SPÉCIFIQUES



# Evolution annuelle DEFM ABC – JEUNES (moins de 25 ans)



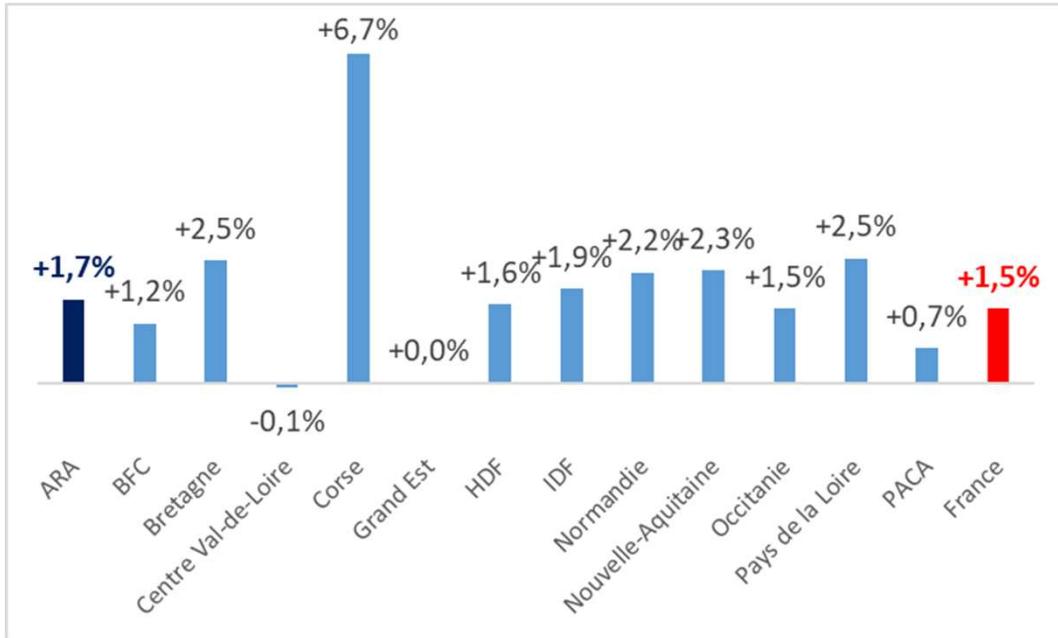
Par région



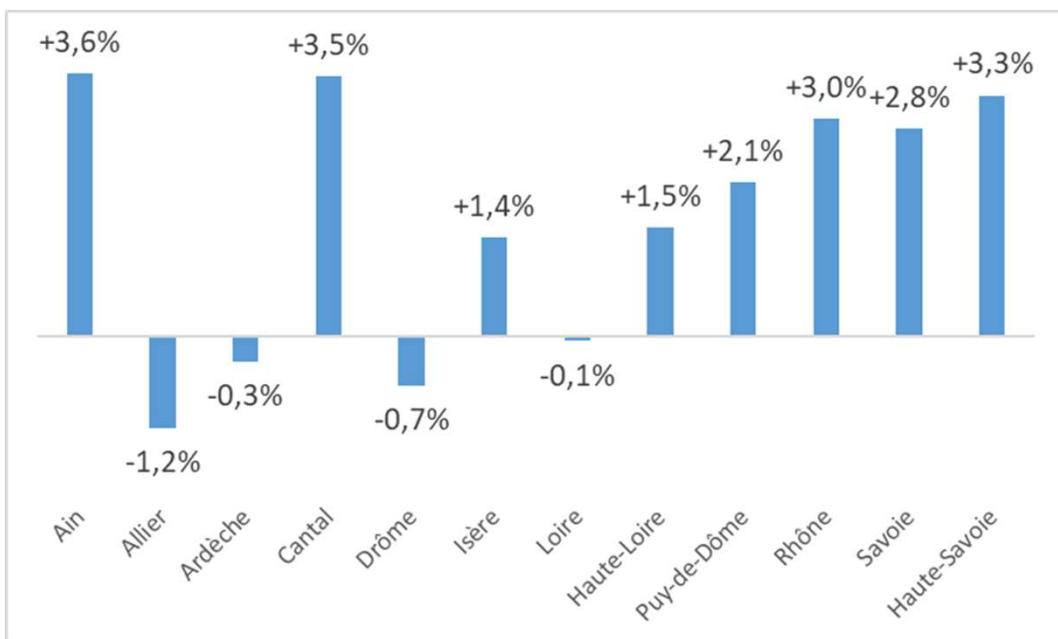
Par département



# Evolution annuelle DEFM ABC – SENIORS (50 ans et plus)



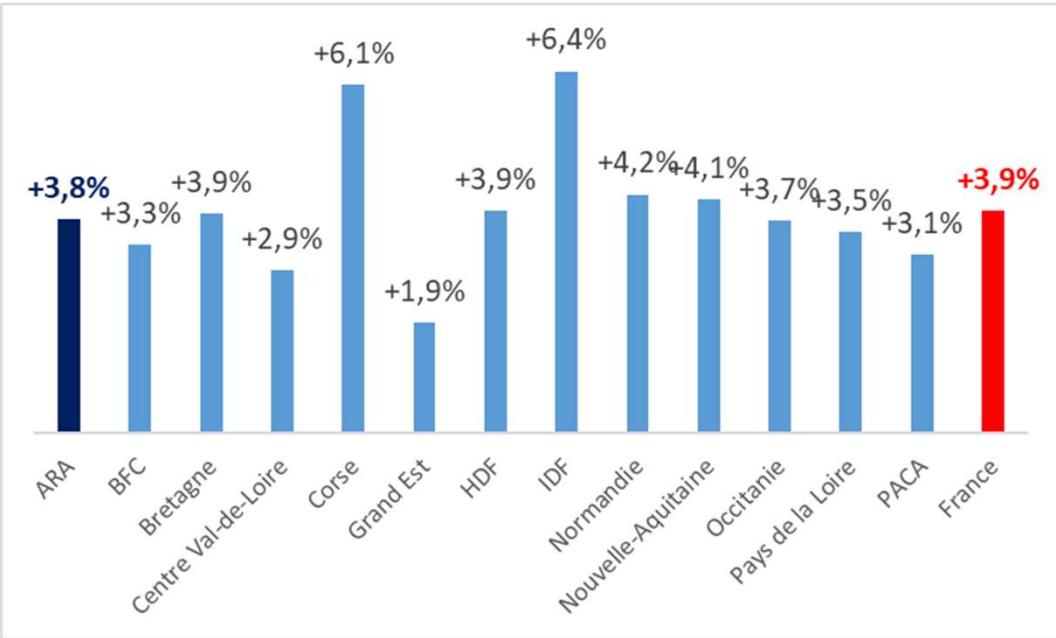
Par région



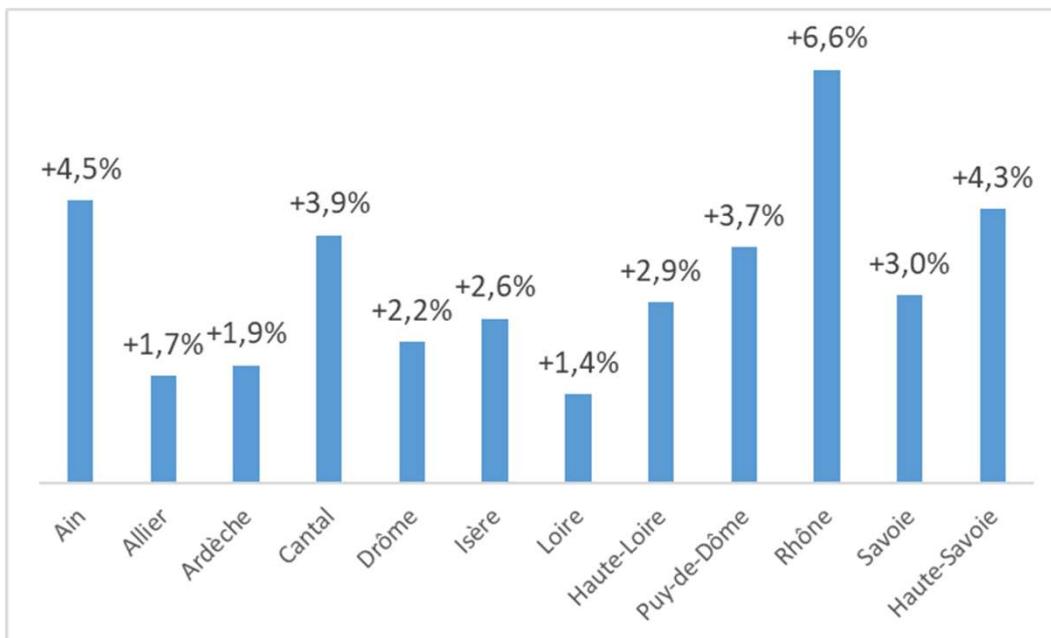
Par département



# Evolution annuelle DEFM ABC - FEMMES



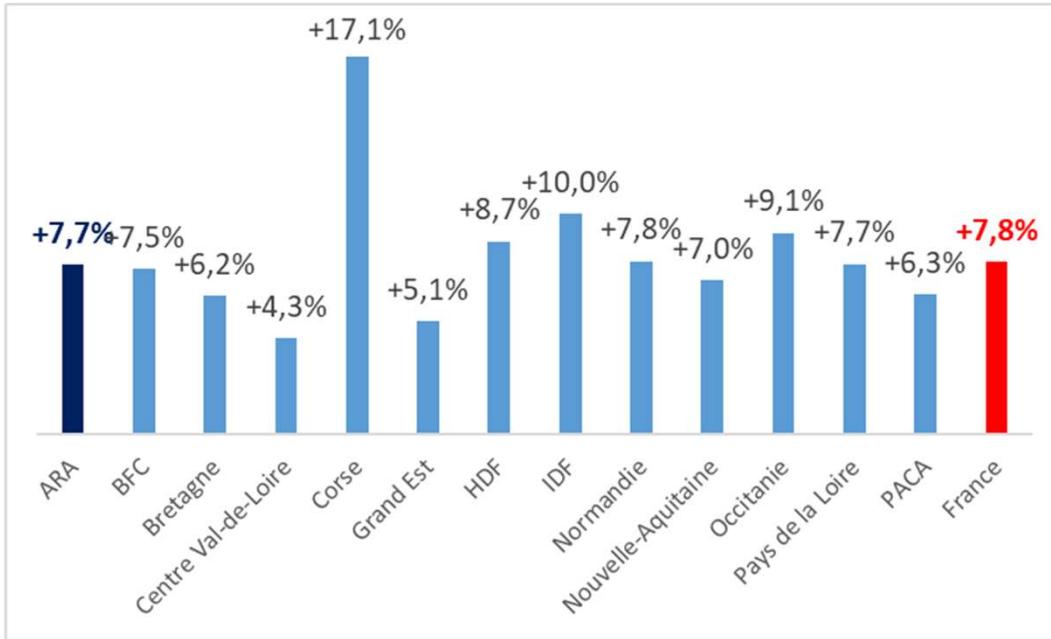
Par région



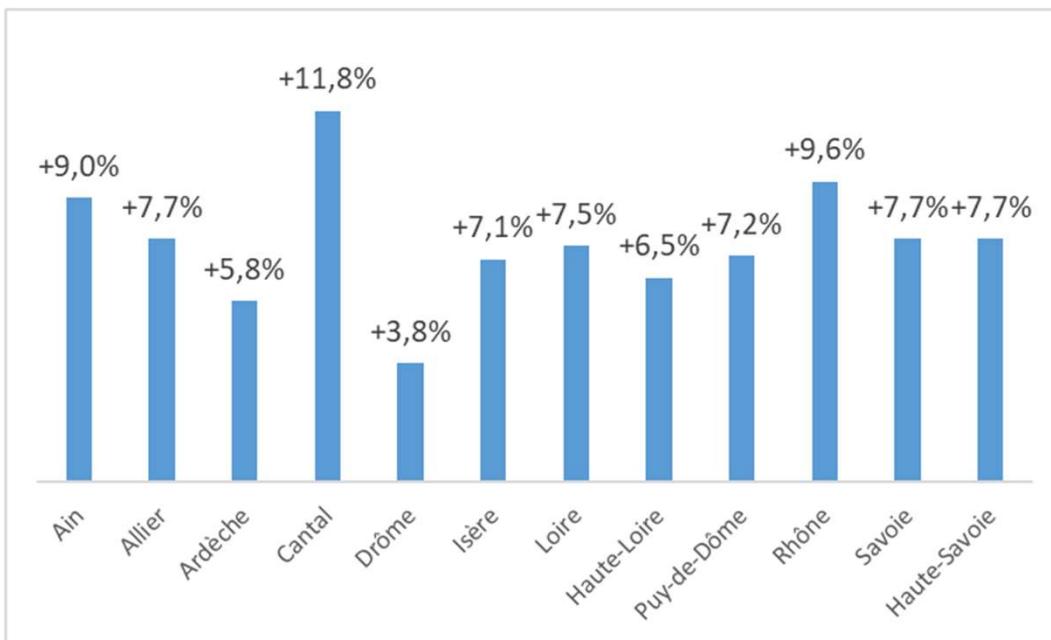
Par département



# Evolution annuelle DEFM ABC – Chômeurs longue durée



Par région

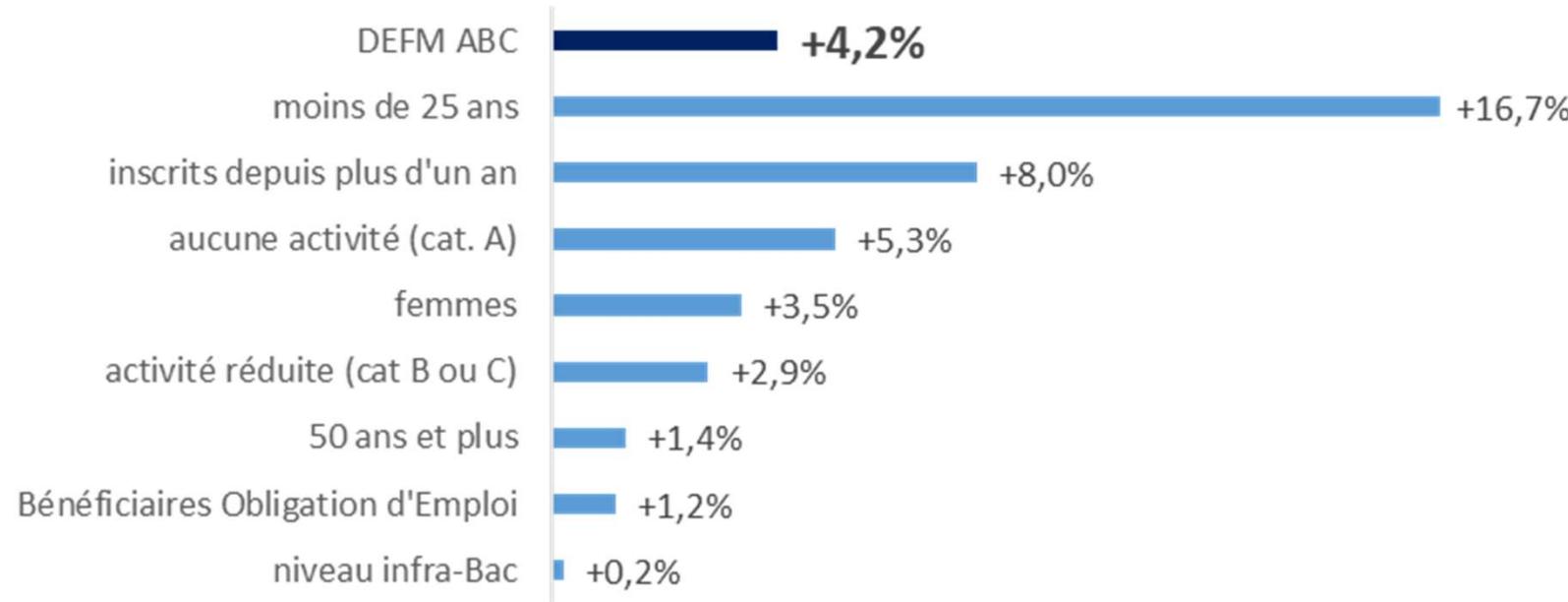


Par département



Sur un an, la plupart des publics sont en hausse, notamment les jeunes\*, les inscrits depuis plus d'un an, et les demandeurs d'emploi sans activité\*\*

## Evolution annuelle DEFM ABC, entre décembre 2024 et décembre 2025, en Auvergne-Rhône-Alpes



\*À compter du 1er janvier 2025, certains publics sont systématiquement inscrits sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023 et notamment :

- Les demandeurs et bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), dont une part importante est comptabilisée en catégories F et G et ne figurent donc pas ici
- Les jeunes en recherche d'emploi accompagnés par les Missions locales en Contrat d'engagement jeune (CEJ) ou en parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (Pacea)

\*\*Avertissement évolution des règles d'actualisation : Depuis le mois d'octobre 2024, les effectifs d'inscrits à France Travail en catégories A, B et C sont affectés par des changements dans les règles d'actualisation. Ces changements réhaussent les effectifs comptabilisés en catégorie A et réduisent les effectifs en catégories B et C, ainsi que les sorties des catégories A, B, C.



## Carte d'identité du demandeur d'emploi inscrit en catégorie A en Auvergne-Rhône-Alpes (soit 352 859 à fin décembre 2025)

- 17%** ont moins de 25 ans (*contre 16% au niveau national*)
- 25%** ont plus de 50 ans (*contre 26% au niveau national*)
- 48%** sont des femmes (*contre 48% au niveau national*)
- 50%** sont de niveau infra-Bac (*contre 52% au niveau national*)
- 10%** sont cadres (*contre 10% au niveau national*)
- 35%** déclarent accepter une mobilité géographique de plus de 30km (*contre 42% au niveau national*)
- 15%** bénéficient du RSA (*contre 18% au niveau national*)
- 19%** sont inscrits suite à une fin de CDD (*contre 18% au niveau national*)
- 36%** sont inscrits en continu depuis plus d'un an en catégories A, B ou C (*contre 38% au niveau national*)
- 26%** résident dans le département du Rhône



## LE CHÔMAGE INDEMNISÉ



A fin septembre 2025, 354 550 demandeurs d'emploi indemnisés en Auvergne-Rhône-Alpes. Ainsi, 49% des demandeurs d'emploi (catégories ABCDE) sont indemnisés.

Le montant mensuel brut moyen du droit d'allocation chômage est de 1 390 €.

- 5% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 540 €.
- 25% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 930 €.
- 50% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 1 180 €.
- 75% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 1 590 €.
- 95% des demandeurs d'emploi indemnisés touchent moins de 2 800 €.